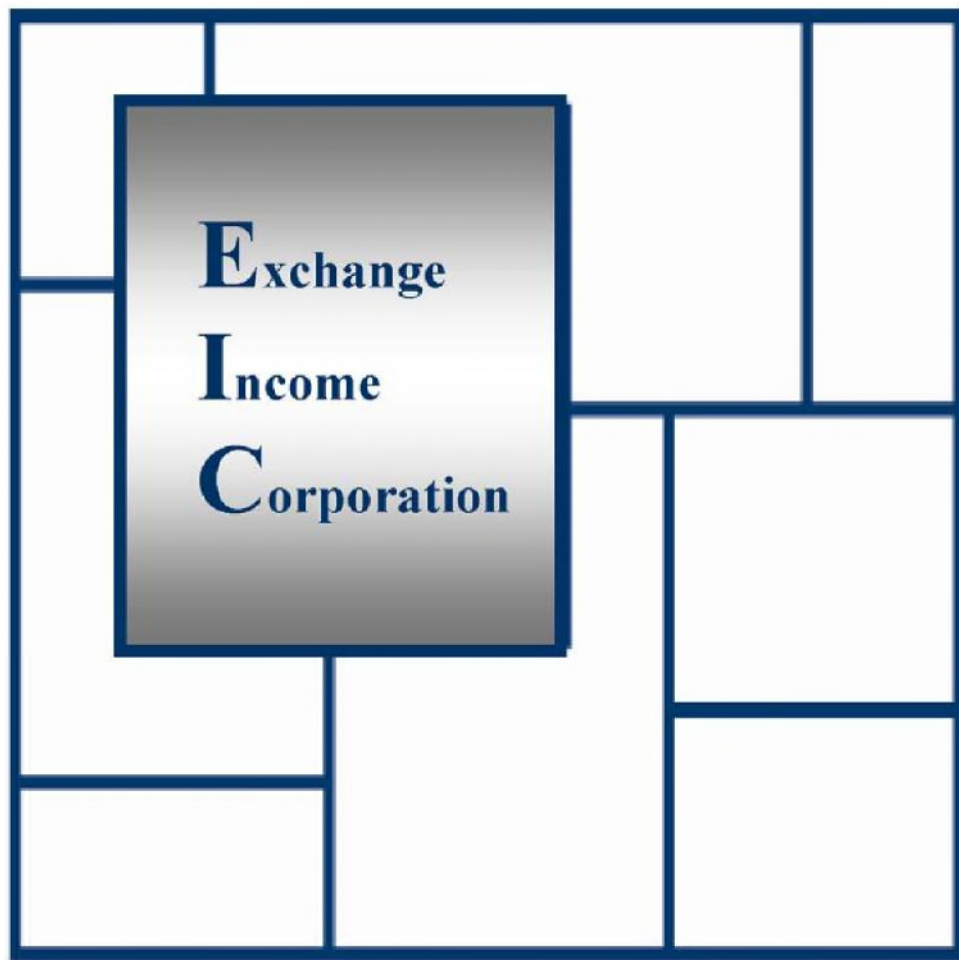




**États financiers
annuels et notes annexes**

**Pour l'exercice clos le
31 décembre 2015**



Le 23 février 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Exchange Income Corporation

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Exchange Income Corporation et de ses filiales, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2015 et 2014, les états consolidés du résultat net, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Exchange Income Corporation et de ses filiales aux 31 décembre 2015 et 2014, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Erreur ! Nom de propriété de document inconnu.
Erreur ! Nom de propriété de document inconnu.

Exchange Income Corporation
ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars canadiens)

Au	31 décembre 2015	31 décembre 2014
ACTIF		
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 497 \$	14 968 \$
Créances d'exploitation	125 434	82 575
Excédent des coûts engagés plus les profits comptabilisés sur la facturation	7 776	11 507
Stocks	118 645	84 020
Charges payées d'avance et acomptes	38 907	6 249
Impôt sur le résultat à recouvrer	10 955	-
	317 214	199 319
AUTRES ACTIFS	10 100	9 110
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	542 629	364 914
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	112 813	42 760
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	226	397
GOODWILL	246 074	98 603
	1 229 056 \$	715 103 \$
PASSIF		
PASSIFS COURANTS		
Dettes d'exploitation et charges à payer	108 333 \$	83 531 \$
Impôt sur le résultat à payer	-	1 809
Produits des activités ordinaires différés	51 716	8 009
Excédent de la facturation sur les coûts engagés plus les profits comptabilisés	20 824	9 079
Partie à court terme de la dette à long terme et des contrats de location-financement (note 11)	1 031	1 107
	181 904	103 535
DETTE À LONG TERME ET CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT (note 11)	303 855	16 636
AUTRES PASSIFS À LONG TERME	16 779	436
DÉBENTURES CONVERTIBLES (note 12)	203 919	255 092
PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ	75 981	39 811
	782 438	415 510
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS (note 13)	425 561	308 919
DÉBENTURES CONVERTIBLES – Composante capitaux propres (note 12)	11 200	13 877
SURPLUS D'APPORT	1 788	124
RÉGIME D'ACTIONS DIFFÉRÉES (note 19)	5 123	3 802
RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS		
Résultats cumulatifs	186 491	146 257
Dividendes cumulatifs (note 14)	(234 300)	(189 073)
	(47 809)	(42 816)
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	50 755	15 687
	446 618	299 593
	1 229 056 \$	715 103 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé au nom du conseil d'administration par :

Duncan Jessiman, administrateur
Signé

Donald Streuber, administrateur
Signé

Exchange Income Corporation
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
Aviation (note 3)	614 773 \$	339 084 \$
Fabrication	192 630	203 419
	807 403	542 503
CHARGES		
Charges d'aviation – excluant la dotation aux amortissements	374 707	217 496
Charges de fabrication – excluant la dotation aux amortissements	146 519	155 244
Frais généraux et frais d'administration	106 937	75 485
	628 163	448 225
RÉSULTAT AVANT AMORTISSEMENT, CHARGES FINANCIÈRES ET AUTRES (note 4)	179 240	94 278
Dotation aux amortissements	84 576	50 481
Charges financières – intérêts	30 041	21 493
Coûts d'acquisition	5 064	880
Ajustement de la juste valeur du passif au titre d'une contrepartie	-	(651)
Dépréciation et restructuration	-	1 300
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	59 559	20 775
CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT		
Impôt exigible	15 544	788
Impôt différé	3 781	31 612
	19 325	32 400
RÉSULTAT NET des activités poursuivies	40 234	(11 625)
Résultat net des activités abandonnées (note 26)	-	19 880
RÉSULTAT NET	40 234 \$	8 255 \$
RÉSULTAT NET PAR ACTION – activités poursuivies (note 17)		
De base	1,63 \$	(0,53) \$
Dilué	1,60 \$	(0,53) \$
RÉSULTAT PAR ACTION		
De base	1,63 \$	0,37 \$
Dilué	1,60 \$	0,37 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exchange Income Corporation
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
(en milliers de dollars canadiens)

Attribuable aux actionnaires ordinaires Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
RÉSULTAT NET	40 234 \$	8 255 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés en résultat net		
Écart de conversion cumulé, déduction faite de l'impôt	42 853	21 080
Reclassement de l'écart de conversion cumulé en résultat net (note 26)	-	(17 521)
Profit net (perte nette) sur couverture de l'investissement net dans un établissement à l'étranger	(7 785)	(5 363)
Reclassement de la couverture de l'investissement net en résultat net (note 26)	-	9 517
	35 068	7 713
RÉSULTAT GLOBAL	75 302 \$	15 968 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exchange Income Corporation

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital- actions	Débentures convertibles – Composante capitaux propres	Surplus d'apport – Débentures échues	Régime d'actions différées	Actions réservées	Résultats non distribués		Cumul des autres éléments du résultat global	Total
						Résultats cumulés	Dividendes cumulés		
Solde au 1 ^{er} janvier 2014	295 939 \$	12 216 \$	102 \$	2 619 \$	623 \$	138 002 \$	(151 649) \$	7 974 \$	305 826 \$
Émission d'actions aux vendeurs dans des acquisitions	2 411	-	-	-	-	-	-	-	2 411
Débentures convertibles									
Converties en actions	4 297	(115)	-	-	-	-	-	-	4 182
Émises	-	1 798	-	-	-	-	-	-	1 798
Échues	-	(22)	22	-	-	-	-	-	-
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes	4 304	-	-	-	-	-	-	-	4 304
Émission d'actions aux termes de partenariats communautaires avec les Premières nations	112	-	-	-	-	-	-	-	112
Émission d'actions à l'acquisition des droits à des actions réservées	623	-	-	-	(623)	-	-	-	-
Acquisition des droits au régime d'actions différées	-	-	-	1 266	-	-	-	-	1 266
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat salarié	1 150	-	-	-	-	-	-	-	1 150
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées	83	-	-	(83)	-	-	-	-	-
Résultat global	-	-	-	-	-	8 255	-	7 713	15 968
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	-	(37 424)	-	(37 424)
Solde au 31 décembre 2014	308 919 \$	13 877 \$	124 \$	3 802 \$	- \$	146 257 \$	(189 073) \$	15 687 \$	299 593 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	308 919 \$	13 877 \$	124 \$	3 802 \$	- \$	146 257 \$	(189 073) \$	15 687 \$	299 593 \$
Émission d'actions aux vendeurs dans des acquisitions (note 6)	18 802	-	-	-	-	-	-	-	18 802
Débentures convertibles (note 12)									
Converties en actions	20 348	(1 047)	-	-	-	-	-	-	19 301
Échues/Rachetées	-	(1 630)	1 664	-	-	-	-	-	34
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes (note 13)	3 987	-	-	-	-	-	-	-	3 987
Émission d'actions aux termes de partenariats communautaires avec les Premières nations (note 13)	98	-	-	-	-	-	-	-	98
Acquisitions des droits au régime d'actions différées	-	-	-	1 803	-	-	-	-	1 803
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées	482	-	-	(482)	-	-	-	-	-
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat salarié (note 19)	1 554	-	-	-	-	-	-	-	1 554
Placement par voie de prospectus, septembre 2015	71 371	-	-	-	-	-	-	-	71 371
Résultat global	-	-	-	-	-	40 234	-	35 068	75 302
Dividendes déclarés (note 14)	-	-	-	-	-	-	(45 227)	-	(45 227)
Solde au 31 décembre 2015	425 561 \$	11 200 \$	1 788 \$	5 123 \$	- \$	186 491 \$	(234 300) \$	50 755 \$	446 618 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exchange Income Corporation
TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars canadiens)

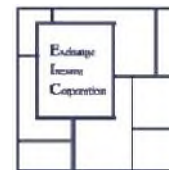
Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Résultat net de l'exercice	40 234 \$	8 255 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Dotation aux amortissements	84 576	53 837
Augmentation au titre des intérêts	5 515	4 980
Escompte d'émission de la dette à long terme	(355)	65
Profit à la cession d'activités abandonnées	-	(16 446)
Profit sur vente à la cession d'immobilisations corporelles	(847)	(1 563)
Charge d'impôt différé	3 781	29 166
Acquisition de droits à des actions aux termes du régime d'actions différées	1 804	1 266
Ajustement de la juste valeur d'une contrepartie	-	(651)
	134 708	78 909
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 23)	(27 266)	20 923
	107 442	99 832
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Produit (remboursement) de la dette à long terme et des contrats de location-financement, déduction faite des frais d'émission	273 989	(214 060)
Produit de l'émission de débentures, déduction faite des frais d'émission	-	37 720
Rachat de débentures convertibles	(37 108)	(319)
Émission d'actions, déduction faite des frais d'émission	77 010	8 600
Dividendes en trésorerie (note 10)	(45 227)	(37 424)
	268 664	(205 483)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat d'immobilisations corporelles, déduction faite des cessions	(124 145)	(84 050)
Achat d'immobilisations incorporelles	(1 043)	(297)
Remboursement (investissement dans) d'autres actifs	(472)	2 146
Sorties de trésorerie liées aux acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	(254 093)	-
Cession d'activités abandonnées, déduction faite de la trésorerie cédée	-	182 937
Palements au titre de créances liées des contrats de location-financement, déduction faite des réserves	4 176	(3 285)
	(375 577)	97 451
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	529	(8 200)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	14 968	23 168
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	15 497 \$	14 968 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts payés	25 759 \$	20 347 \$
Impôts sur le résultat (recouvrés) payés	30 799 \$	(3 482) \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Exchange Income Corporation

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014



(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

1. ORGANISATION

Exchange Income Corporation (« EIC » ou la « société ») est une société diversifiée axée sur les acquisitions qui cible les occasions dans deux secteurs, soit le secteur des services d'aviation et du matériel aéronautique et le secteur de la fabrication. Plus particulièrement, la société cible des entreprises qui sont appropriées pour les marchés organisés, sauf, dans certains cas, pour ce qui concerne leur taille. Le plan d'affaires de la société consiste à investir dans des sociétés rentables et bien établies qui affichent des flux de trésorerie solides et exercent leurs activités dans des créneaux précis. La société est constituée en société par actions au Canada et son siège social est situé au 1067, Sherwin Road, Winnipeg (Manitoba) Canada R3H 0T8.

Au 31 décembre 2015, les principales filiales en exploitation entièrement détenues de la société sont Perimeter Aviation LP (« Perimeter »), Keewatin Air LP (« Keewatin »), Calm Air International LP (« Calm Air »), Bearskin Lake Air Service LP (« Bearskin »), Custom Helicopters Ltd. (« Custom Helicopters »), 4873999 Manitoba Ltd., 7328010 Canada Ltd., Overlanders Manufacturing LP (« Overlanders »), Water Blast Manufacturing LP (« Water Blast »), WestTower Communications Ltd. (« WestTower CDA »), EIC Ireland Leasing Ltd. (« EIC Ireland »), R1 Canada LP (« Regional One Canada »), EIC Luxembourg Sarl (« EIC Luxembourg »), EIC Ireland Leasing No. Two Limited (« EIC Ireland Two »), Provincial Aerospace Ltd. (« Provincial »), Ben Machine Products Company Inc. (« Ben Machine ») et EIIIF Management USA Inc. (« EIIIF USA »). Stainless Fabrication, Inc. (« Stainless »), Dallas Sailer Enterprises, Inc. (« Water Blast Dakota ») et Regional One, Inc. (« Regional One ») sont des filiales entièrement détenues par EIIIF USA. La société fournit, par l'intermédiaire de ses filiales, des produits et des services dans deux secteurs d'activité, soit l'aviation et la fabrication.

Le 20 octobre 2014, la société a mené à bien la vente de WestTower Communications Inc. (soit les activités américaines de WestTower – « WestTower É.-U. ») et, dans les présents états financiers consolidés, les activités de WestTower É.-U. sont présentées en tant qu'activités abandonnées pour la période précédente (note 26).

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

La société prépare ses états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR canadiens »), soit la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* (le « Manuel de CPA »). La Partie I du Manuel de CPA comprend les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Les présents états financiers consolidés sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf les informations et les données par action.

La publication des états financiers consolidés a été approuvée par le conseil d'administration de la société le 23 février 2016.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés, qui, sauf indication contraire, ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, s'établissent comme suit :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la convention du coût historique, exception faite de la réévaluation à la juste valeur de certains actifs financiers, passifs financiers et instruments dérivés.

b) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés englobent les comptes de la société et de ses filiales entièrement détenues, soit Perimeter, Keewatin, Calm Air, Bearskin, Custom Helicopters, 4873999 Manitoba Ltd., 7328010 Canada Ltd., Overlanders, Water Blast, WesTower CDA, EIC Ireland, EIC Ireland Two, Regional One Canada, EIC Luxembourg, Provincial, Ben Machine, EIIF USA et les filiales de celle-ci, soit Stainless, Water Blast Dakota et Regional One. Toutes les transactions intragroupe importantes ont été éliminées aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés.

Les filiales sont toutes des entités (y compris les entités structurées) à l'égard desquelles la société exerce un contrôle. La société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses investissements dans cette entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celles-ci. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la société obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle cesse d'exercer le contrôle.

c) Comptabilisation des produits des activités ordinaires

La société comptabilise des produits des activités ordinaires au titre de divers types de transactions. Le secteur Aviation comptabilise des produits des activités ordinaires au titre de la prestation de services de transport aérien, de services auxiliaires au transport aérien et de la vente et/ou la location d'aéronefs et de pièces de rechange destinées au marché secondaire. Le secteur Fabrication comptabilise des produits des activités ordinaires au titre de la vente de produits et de services de fabrication.

Produits des activités ordinaires du secteur Aviation

La société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés du transport aérien lorsque le vol est terminé. Les billets vendus mais pour lesquels le client n'a pas encore pris son vol sont présentés dans l'état consolidé de la situation financière en tant que produits des activités ordinaires différés et sont comptabilisés en tant que produits des activités ordinaires tirés du transport aérien lorsque le service est fourni ou lorsque le billet expire. Perimeter offre un programme de fidélisation de la clientèle suivant lequel le client reçoit un point de fidélisation en pourcentage de chaque billet acheté. Les points attribués sont comptabilisés en tant que composante identifiable séparément de la vente initiale du billet en répartissant la juste valeur de la contrepartie reçue entre les points attribués et la vente du billet. La juste valeur des points attribués est différée et comptabilisée en tant que produits des activités ordinaires lorsque les points sont utilisés par le détenteur des points. La société évalue périodiquement le passif au titre des produits des activités ordinaires différés tirés des billets de passagers achetés à l'avance auprès des entités en exploitation du secteur Aviation. Ces évaluations peuvent donner lieu à des ajustements qui sont comptabilisés en produits des activités ordinaires. En raison de la complexité de la tarification et des systèmes, de l'expérience passée et d'autres facteurs, comme les remboursements, les échanges et les billets inutilisés, certains montants comptabilisés en tant que produits des activités ordinaires reposent sur des estimations. Des événements et des circonstances peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de pièces d'aéronefs lorsque le titre de propriété est transféré au client, au moment où le contrôle effectif du produit et les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au client. Les paiements reçus à l'avance sont comptabilisés en tant que produits des activités ordinaires différés jusqu'à ce que le produit ait été livré au client. La société comptabilise également les produits des activités ordinaires au titre des ventes en consignation de la manière décrite ci-dessus. Ces ventes présentent les caractéristiques de ventes effectuées par l'entité pour son propre compte et sont donc comptabilisées au montant brut dans les produits des activités ordinaires, le paiement versé au consignateur étant comptabilisé en tant que coût des ventes.

Les produits des activités ordinaires tirés de la location d'aéronefs et de matériel aéronautique sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location en question. Aux termes de certains contrats de location de la société, des montants sont facturés à l'avance. Les paiements au titre de la location reçus mais non gagnés sont différés et comptabilisés en tant que produits des activités ordinaires différés dans l'état de la situation financière. Aux termes de ces contrats de location, les clients sont souvent tenus d'effectuer des dépôts de garantie. Ces dépôts sont généralement comptabilisés en tant que passif dans l'état de la situation financière, sous le poste « Autres passifs à long terme ».

En tant que concessionnaire de certains aéronefs et composantes connexes, la société peut conclure des contrats de location-financement avec des clients. Dans ces circonstances, la société comptabilise un profit brut au titre du contrat de location correspondant à la valeur actualisée des paiements au titre de la location de laquelle sont déduits les acomptes, le cas échéant, moins le coût de base de l'actif en question. Les intérêts actualisés sont gagnés sur la durée du contrat de location et comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créances liées à des contrats de location à long terme qui se rapportent à des contrats de location de type location-vente sont comptabilisées dans l'état de la situation financière sous le poste « Autres actifs ».

Certaines transactions de vente de carburant conclues par les entités de soutien aux aéronefs du secteur Aviation présentent les caractéristiques de ventes effectuées par l'entité en tant que mandataire et, de ce fait, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en fonction du montant net conservé, lequel correspond à la différence entre le montant facturé à un client et le montant payé au fournisseur. Le montant à recevoir du client et le montant à payer au fournisseur de carburant ne sont pas présentés sur la base du montant net, car il n'existe pas de droit d'opérer compensation.

Par suite de l'acquisition de Provincial, les produits des activités ordinaires tirés de contrats de modification d'aéronefs sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Le pourcentage d'avancement est calculé en fonction du rapport entre les coûts du contrat engagés jusqu'à la date considérée et le total des coûts du contrat estimé. Ce pourcentage d'avancement est ensuite appliqué au total des produits des activités ordinaires que la société s'attend à tirer du contrat pour déterminer les produits des activités ordinaires de la période. Une provision est constituée au titre de la perte estimée lorsque la société s'attend à ce que les coûts du contrat excèdent les produits des activités ordinaires tirés du contrat estimés.

Produits des activités ordinaires du secteur Fabrication

La société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la fabrication lorsque le titre de propriété est transféré au client, au moment où le contrôle effectif du produit et les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés au client, exception faite des produits des activités ordinaires comptabilisés par Stainless et Westower CDA, comme il est décrit ci-après pour ce qui concerne les contrats à long terme. Les paiements reçus à l'avance sont comptabilisés en tant que produits des activités ordinaires différés jusqu'à ce que le produit ait été livré au client.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats à long terme liés à la fabrication de produits sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les activités de Stainless et de Westower CDA dans le secteur Fabrication incluent ces contrats. Le pourcentage d'avancement est

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

calculé en fonction du rapport entre les coûts du contrat engagés jusqu'à la date considérée et le total des coûts du contrat estimé. Ce pourcentage d'avancement est ensuite appliqué au total des produits des activités ordinaires que la société s'attend à tirer du contrat pour déterminer les produits des activités ordinaires de la période. Une provision est constituée au titre de la perte estimée lorsque la société s'attend à ce que les coûts du contrat excèdent les produits des activités ordinaires tirés du contrat estimés.

La société présente deux postes dans l'état de la situation financière en ce qui concerne la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats à long terme. Un actif courant (appelé « Excédent des coûts engagés plus les profits comptabilisés sur la facturation ») et un passif courant (appelé « Excédent de la facturation sur les coûts engagés plus les profits comptabilisés ») sont comptabilisés au titre de la différence entre les produits des activités ordinaires comptabilisés et les montants facturés aux clients qui ont signé ces contrats à long terme. Les montants facturés aux clients sont présentés sous le poste « Créances d'exploitation ».

d) Charges

Charges d'aviation – excluant la dotation aux amortissements

Les coûts fixes et variables ainsi que le coût des ventes engagés dans le cadre des activités du secteur Aviation de la société sont inclus sous ce poste, qui comprend les coûts d'expédition et de manutention ainsi que le coût des stocks. La dotation aux amortissements est présentée séparément sur une base consolidée.

Charges de fabrication – excluant la dotation aux amortissements

Le coût des ventes du secteur Fabrication de la société est inclus sous ce poste, qui comprend les coûts d'expédition et de manutention ainsi que le coût des stocks de produits finis. La dotation aux amortissements est présentée séparément sur une base consolidée.

e) Conversion des monnaies étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les postes inclus dans les états financiers de chaque entité consolidée du groupe EIC sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation d'EIC.

Les états financiers d'entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la même que la société (les « établissements à l'étranger ») sont convertis en dollars canadiens comme suit : les actifs et les passifs sont convertis au cours de clôture à la date de l'état de la situation financière, et les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période (ce cours étant considéré comme une approximation raisonnable des cours réels). Tous les écarts découlant de la conversion sont comptabilisés en autres éléments du résultat global en tant qu'écarts de conversion cumulatifs. Aux fins des présents états financiers consolidés, la monnaie fonctionnelle de Regional One, Stainless, WesTower US, Water Blast Dakota, EIC Ireland, EIC Ireland Two, Regional One Canada, EIC Luxembourg et EIIIF USA est le dollar américain.

Si la société cède la totalité de son investissement dans un établissement à l'étranger, ou cesse d'exercer le contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable à l'égard d'un établissement à l'étranger, les profits ou pertes de change cumulés dans les autres éléments du résultat global relativement à l'établissement étranger en question sont comptabilisés en résultat net. Si la société cède une partie d'un investissement dans un établissement à l'étranger qui demeure néanmoins une filiale, une part proportionnelle des profits ou pertes de change cumulés dans les autres éléments du

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

résultat global relativement à la filiale est reclassée de la participation donnant le contrôle aux participations ne donnant pas le contrôle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux cours de change en vigueur aux dates des transactions. Les profits ou pertes de change découlant du règlement de transactions en monnaie étrangère et de la conversion aux cours de change de clôture d'actifs et de passifs monétaires libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle d'un établissement sont comptabilisés dans l'état du résultat net.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de la trésorerie et des placements temporaires, lesquels consistent en des placements très liquides dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à partir de la date d'acquisition. Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Au 31 décembre 2015, les équivalents de trésorerie étaient de néant (néant au 31 décembre 2014).

g) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction pour les achats normalisés ou ventes normalisées et lorsque la société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie liés aux actifs ont expiré ou ont été transférés et la société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état consolidé de la situation financière lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans le cadre de l'activité normale, la société peut passer des conventions-cadres de compensation ou d'autres accords similaires qui ne remplissent pas les conditions de compensation dans l'état consolidé de la situation financière, mais qui permettent néanmoins la compensation des montants liés dans certaines circonstances, comme une faillite ou la résiliation des contrats.

Lors de la comptabilisation initiale, la société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon l'objet pour lequel chaque instrument a été acquis :

- i) Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net : Un actif ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il est acquis principalement aux fins de la vente ou du rachat à court terme. Les dérivés sont également inclus dans cette catégorie, sauf s'ils sont désignés en tant que couvertures.

Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont comptabilisés initialement et ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction sont passés en charges dans l'état du résultat net. Les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont présentés dans l'état du résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés dans les éléments courants, exception faite de la partie que la société s'attend à réaliser ou à payer après 12 mois, laquelle est classée dans les éléments non courants.

- ii) Prêts et créances : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la société se composent des créances clients, de certains autres actifs et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à la juste valeur et

sont évalués ultérieurement au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour dépréciation.

- iii) Passifs financiers au coût amorti : Les passifs financiers au coût amorti comprennent les dettes fournisseurs, la dette à long terme et les contrats de location-financement ainsi que les débentures convertibles. Les dettes fournisseurs sont comptabilisées initialement à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, le cas échéant, et sont évaluées ultérieurement au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont classés dans les passifs courants si le paiement est exigible dans les douze mois à venir. Autrement, ils sont présentés dans les passifs non courants.

- iv) Instruments financiers dérivés : Tous les dérivés doivent être classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont inclus dans l'état consolidé de la situation financière dans les créances d'exploitation ou les dettes d'exploitation et charges à payer, selon le cas, et sont classés dans les éléments courants ou les éléments non courants, selon les conditions contractuelles propres à l'instrument. Les profits et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les charges financières dans le cas des swaps de taux d'intérêt et les autres profits et pertes sont inclus dans les frais généraux et frais d'administration dans le cas des contrats à terme de gré à gré.

La société a utilisé des dérivés prenant la forme de contrat de change à terme pour gérer les risques liés aux fluctuations des monnaies étrangères et/ou les investissements nets dans des établissements à l'étranger.

Couvertures d'un investissement net dans un établissement à l'étranger

La société applique la comptabilité de couverture à certains écarts de change attribuables à la différence entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie de présentation de la société, peu importe si l'investissement net est détenu directement ou par la voie d'une entité mère intermédiaire. La société désigne les passifs financiers et/ou les instruments financiers dérivés en tant qu'éléments de couverture des investissements nets dans un établissement à l'étranger.

Passifs financiers

Les écarts de change découlant de la reconversion d'un passif financier désigné en tant que couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans la mesure où la couverture est efficace.

Instruments financiers dérivés

La société peut conclure des instruments financiers dérivés pour couvrir l'exposition au risque de change associée à son investissement net dans un établissement à l'étranger. Les profits et les pertes sur ces instruments dérivés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global dans la mesure où la couverture est efficace.

Lorsque le dérivé ou le passif financier est désigné initialement comme un instrument de couverture, la société constitue une documentation structurée décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie à l'égard de l'opération de couverture et du risque couvert ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La société apprécie, lors de la désignation de la relation de couverture et régulièrement par la suite, si les instruments de couverture sont susceptibles d'être hautement efficaces pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts attribuables au risque couvert. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces différences sont comptabilisées dans l'état du résultat net. Lors de la sortie de l'investissement net

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

couvert, le montant inclus dans les écarts de conversion est reclassé dans l'état du résultat net dans le cadre du profit ou de la perte sur la sortie.

- v) Les débetures convertibles de la société sont des instruments composés qui sont assortis d'une composante de conversion par laquelle le détenteur de débenture peut convertir le capital de la débenture en actions de la société. L'obligation au titre des débentures est classée en partie en tant que dette et en partie dans les capitaux propres. La composante dette représente la valeur actualisée des paiements en intérêts et en capital sur la durée attendue des débentures convertibles, établie au moyen d'un taux correspondant approximativement au taux qui aurait été applicable à des débentures non convertibles au moment où les débentures convertibles ont été émises. La différence entre le montant du capital des débentures convertibles et la valeur actualisée des paiements d'intérêt et de capital sur la durée attendue des débentures convertibles (la composante capitaux propres) est comptabilisée graduellement sur la durée des débentures convertibles en débitant périodiquement la composante dette, si bien qu'à l'échéance, la composante dette est égale au montant du capital des débentures convertibles en cours. Les coûts de transaction engagés sont répartis proportionnellement entre les composantes dette et capitaux propres. Aux fins fiscales, il en résultera une différence temporaire imposable, car la base fiscale des débentures convertibles correspond à la valeur nominale des débentures, tandis que la base comptable est établie tel qu'il est décrit ci-dessus. Cette différence est considérée comme temporaire et donne lieu à un passif d'impôt différé.

h) Dépréciation d'actifs financiers

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la société apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. Si une telle indication existe, la société comptabilise une perte de valeur.

Pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti : La perte correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, établie au moyen du taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement via l'utilisation d'un compte de correction de valeur.

Les pertes de valeur sur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont reprises dans les périodes ultérieures si le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation. Les pertes de valeur sur des instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne sont pas reprises.

i) Stocks

Les stocks de matières premières et de pièces ont été évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Les stocks de travaux en cours et de produits finis ont été évalués au plus faible du coût des matières premières et de la main-d'œuvre, plus une affectation systématique des frais généraux et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen, et la valeur nette de réalisation est calculée comme étant le prix de vente réel dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Les éléments de stocks dont la valeur a été antérieurement ramenée à la valeur nette de réalisation peuvent être portés de nouveau au coût original au moyen d'un accroissement de leur valeur.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La société classe ses stocks dans les catégories suivantes :

- Pièces et autres consommables : comprend les stocks des filiales du secteur Aviation et représente les éléments utilisés aux fins de l'exploitation et de la réparation des aéronefs et les éléments achetés en vue de la revente, s'il y a lieu.
- Matières premières : comprend les éléments utilisés dans la fabrication de produits par les filiales du secteur Fabrication à l'égard desquels aucuns travaux de main-d'œuvre n'ont été effectués.
- Travaux en cours : comprend les éléments que les filiales du secteur Fabrication ont commencé à utiliser aux fins de la production.
- Produits finis : comprend les éléments achevés du processus de fabrication qui sont disponibles à la vente ou les éléments achetés en vue de la revente par les filiales du secteur Fabrication, y compris les stocks détenus en consignment par certaines entités du secteur Fabrication.

Le coût des pièces et composantes d'aéronefs est établi en fonction du prix payé pour les stocks, y compris tous les coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La valeur comptable des stocks est déterminée en appliquant le ratio moyen du coût sur le prix de vente aux stocks de Regional One, aux prix de vente attendus. Le pourcentage moyen du coût au prix de vente est fondé sur la rentabilité historique ou sur les taux contractuels établis en vertu de certains contrats d'approvisionnement. Le coût des stocks refabriqués est fondé sur le prix payé pour les produits d'origine et comprend également les dépenses engagées pour le transport, les coûts de fabrication directs, les coûts des réparations effectuées par des tiers et les frais généraux, selon le cas.

j) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, qui se composent principalement des terrains, des bâtiments, des aéronefs, des pièces de rechange d'aéronefs, de la machinerie, de l'outillage et du matériel, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût des immobilisations corporelles achetées correspond au montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir l'actif. Le coût des actifs produits par l'entité pour elle-même comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre directe, une proportion appropriée des frais généraux de production et les coûts d'emprunt liés à la construction. Lorsqu'un actif comprend des composantes importantes dont la durée d'utilité est différente, ces composantes sont comptabilisées comme des éléments distincts.

Les dépenses engagées pour remplacer une composante d'une immobilisation corporelle qui est comptabilisée séparément, y compris les coûts des inspections ou des révisions majeures, sont inscrites à l'actif. Les autres dépenses ultérieures ne sont inscrites à l'actif que lorsqu'elles accroissent les avantages économiques futurs représentatifs de l'actif. Tout remplacement d'une composante essentielle donne lieu à la radiation de la composante originale et à l'inscription à l'actif de la composante de remplacement. Toutes les autres dépenses, comme les frais de maintenance et de réparation ordinaires, sont comptabilisées en charges dans l'état du résultat net lorsqu'elles sont engagées.

Pour ce qui concerne la maintenance des aéronefs de la société, les coûts de maintenance courante des aéronefs ainsi que les coûts de réparation sont passés en charges en tant que frais de maintenance lorsqu'ils sont engagés. Les coûts d'éléments importants comme la cellule de l'aéronef, la révision des moteurs et d'autres composantes importantes des aéronefs engagés à l'égard des aéronefs appartenant à la société sont inscrits à l'actif et amortis sur la durée de vie économique utile des composantes en question.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La dotation aux amortissements est passée en charge dans l'état du résultat net selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs. Pour les actifs liés aux aéronefs du secteur Aviation, les durées d'utilité se fondent sur la distance de vol parcourue par l'élément lié à l'aéronef. Les terrains ne sont pas amortis. Les valeurs résiduelles, les modes d'amortissement et les durées d'utilité des actifs sont réexaminés annuellement et ajustés, au besoin, dans la période où un changement se produit. Les durées d'utilité estimées des principales catégories d'immobilisations corporelles amortissables s'établissent comme suit :

Bâtiments	20 à 25 ans
Cellules d'aéronefs et pièces de rechange	5 à 13 ans
Moteurs d'aéronefs	2 à 20 ans
Hélices d'aéronefs	2 à 7 ans
Trains d'atterrissage d'aéronefs	5 à 15 ans
Matériel	5 à 10 ans
Autres	3 à 4 ans
Améliorations locatives, sur la durée du contrat de location	

Les immobilisations corporelles liées à l'aviation de Regional One ont une durée d'utilité allant de 1 à 12 ans, laquelle varie en fonction de l'état et de la durée d'utilité attendue de l'actif dans les contrats de location. Les profits et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont inclus dans le résultat avant impôt dans l'état du résultat net.

k) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût. La société a des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée qui ne sont pas amorties. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties comme suit :

Contrats avec des clients	Mode linéaire, sur la durée du contrat
Relations-clients	Mode linéaire, sur une durée de 5 à 10 ans
Ententes de non-concurrence	Mode linéaire, sur une durée de 5 ans
Certificats d'exploitation	Mode linéaire, sur une durée de 2 à 30 ans ou jusqu'à expiration
Systèmes informatisés	Mode linéaire, sur une durée de 3 à 5 ans

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité estimées attribués aux autres immobilisations incorporelles identifiables sont réexaminés au moins à la fin de chaque exercice et, au besoin, l'amortissement est ajusté de manière prospective.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, y compris les noms commerciaux, sont soumises à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient s'être dépréciés. L'appréciation de durée d'utilité indéterminée est réexaminée à chaque période pour s'assurer que l'hypothèse d'une durée d'utilité indéterminée demeure justifiée. Si ce n'est pas le cas, un changement d'appréciation de la durée d'utilité d'indéterminée à déterminée est apporté et l'amortissement est comptabilisé de manière prospective.

l) Goodwill

Un goodwill est comptabilisé à hauteur de l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net identifiable sous-jacent acquis dans un regroupement d'entreprises. Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises. Après sa comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

m) Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs à long terme qui ne sont pas amortis, comme les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de la société, sont inclus dans l'UGT à laquelle ils se rattachent et sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Aux fins de l'évaluation des valeurs recouvrables, les actifs sont regroupés au plus bas niveau d'entrées de trésorerie identifiables séparément (UGT). La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie de l'actif ou de l'UGT et sa valeur d'utilité. Une perte de valeur est comptabilisée pour l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT et sa valeur recouvrable. La société détermine la juste valeur diminuée des coûts de sortie comme étant le montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif ou de l'UGT lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, après déduction des coûts de sortie, mais en l'absence de marché actif, ce montant est établi au moyen de techniques d'estimation, comme l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La société détermine la valeur d'utilité comme étant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment s'il existe un indice de dépréciation. Aux fins de l'application du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT (ou à chacun des groupes d'UGT) au niveau qui fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion, lequel ne peut toutefois être plus grand qu'un secteur opérationnel. La direction a affecté son goodwill à ses deux secteurs opérationnels, ce qui représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi.

La société examine les pertes de valeur, autres que les pertes de valeur du goodwill, pour déterminer s'il y a lieu de les reprendre lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

n) Impôt exigible et impôt différé

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans l'état du résultat net, sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt sur le résultat est également comptabilisé directement dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, respectivement.

L'impôt exigible est l'impôt que la société s'attend à payer sur le bénéfice imposable de l'exercice, selon les taux adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière, ainsi que tout ajustement à l'impôt à payer au titre des exercices antérieurs.

Un impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporaires entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, l'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il est généré par la comptabilisation initiale d'un goodwill ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le bénéfice imposable (perte fiscale). Un impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporaires liées à des participations dans des filiales et entreprises associées, sauf, dans le cas des filiales, lorsque la date à laquelle la différence temporaire se résorbera peut être contrôlée par la société et qu'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé sont réexaminés annuellement et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice suffisant sera disponible pour permettre de recouvrer tout ou partie de l'actif.

L'impôt différé est déterminé sur une base non actualisée, selon les taux d'impôt et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont l'application est attendue lorsque l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif sera réglé. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la

mesure où il est probable qu'il existera un bénéfice imposable auquel pourront être imputées les différences temporaires déductibles.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés dans les éléments non courants. Les montants d'impôt sont compensés si la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

o) Avantages du personnel

Rémunération fondée sur des actions – Régime d'actions différées

Certains membres du personnel de la société et du conseil d'administration de la société participent à un régime de rémunération fondé sur des actions de la société (note 19). Aux termes de ce régime, les participants se voient attribuer des « actions différées » qui sont essentiellement des actions fictives. Les actions différées attribuées aux administrateurs qui ne sont pas des dirigeants de la société sont acquises immédiatement à la date d'attribution et les actions différées attribuées à des membres du personnel de la société sont acquises uniformément sur une période de trois ans. Les actions différées sont rachetables advenant certains événements, et la société émettra à partir de son capital de nouvelles actions ordinaires dont le nombre sera égal au nombre d'actions différées qui ont été acquises.

Le taux de dividende déclaré par la société sur les actions qu'elle a émises est également appliqué aux actions différées. Le montant des dividendes sur les actions différées est converti en actions différées supplémentaires en fonction de la valeur de marché des actions de la société à la date du dividende. Ces actions différées supplémentaires sont acquises en même temps que les actions différées auxquelles le taux de dividende a été appliqué.

Le régime d'actions différées est comptabilisé selon la méthode du règlement en instruments de capitaux propres. Selon cette méthode, les actions différées attribuées sont évaluées à la date d'attribution, lorsque l'attribution est approuvée par le conseil de la société. La valeur à la date d'attribution est fondée sur le cours des actions de la société à la date d'attribution. Lorsque les actions différées sont acquises, la société comptabilise une charge et accroît les capitaux propres conformément au modèle d'acquisition des droits graduels, y compris une estimation des droits auxquels il sera renoncé.

Rémunération fondée sur des actions – Régime d'actionnariat salarié

Certains membres du personnel de la société participent à un régime de rémunération fondée sur des actions de la société. La juste valeur des actions à attribuer aux membres du personnel est comptabilisée en tant que charge de rémunération de façon linéaire sur la période d'acquisition des droits applicable, déduction faite d'une estimation des droits auxquels il sera renoncé. Dans le cas d'une action attribuée à un membre du personnel admissible à la retraite à la date d'attribution, la juste valeur de l'action est comptabilisée en charge à la date d'attribution. Dans le cas d'une action attribuée à un membre du personnel qui deviendra admissible à la retraite pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur de l'action est comptabilisée en charge sur la période allant de la date d'attribution à la date à laquelle le membre du personnel devient admissible à la retraite.

Régime de retraite

La société engage des coûts liés à des régimes de retraite auxquels certains membres du personnel de Calm Air, Bearskin, Custom et Provincial participent. La société a pour méthode comptable de porter les cotisations en charges lorsqu'elles sont gagnées pendant la période au cours de laquelle les cotisations deviennent exigibles et sont comptabilisées dans les frais généraux et frais d'administration du secteur Aviation. En 2015, la société a comptabilisé des coûts au titre de ses régimes de retraite à cotisations définies de 2 782 \$ (1 214 \$ en 2014).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

p) Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées selon la meilleure estimation faite par la société de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la fin de la période de présentation de l'information financière, et sont actualisées lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif. La société procède à des évaluations pour identifier les contrats déficitaires, qui sont des contrats pour lesquels les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques à recevoir attendus du contrat et, s'il y a lieu, comptabilise des provisions au titre de ces contrats.

q) Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié sont ajoutés au coût de cet actif, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt en vue de son utilisation prévue. Les autres coûts d'emprunt sont tous comptabilisés en tant que charge d'intérêts dans l'état du résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

r) Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement lorsque le contrat transfère la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété au preneur. Un contrat de location-financement donne lieu à une immobilisation corporelle amortissable et à un passif au titre des paiements futurs liés au contrat de location comptabilisé. Les autres contrats de location sont tous classés en tant que contrats de location simples, et le total des paiements au titre de la location est comptabilisé en charge sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les profits et pertes sur les transactions de cession-bail donnant lieu à un contrat de location simple sont comptabilisés immédiatement dans l'état du résultat net s'il est clair que les transactions sont effectuées à la juste valeur. Si le prix de vente est inférieur à la juste valeur, toute perte doit être comptabilisée immédiatement, si ce n'est du fait que, dans le cas où la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, elle est différée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location de la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif. Si le prix de vente est supérieur à la juste valeur, le profit est différé et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif. Dans le contexte des transactions de cession-bail donnant lieu à un contrat de location-financement, tout profit sur la vente est différé et comptabilisé en tant que charge d'intérêts sur la durée du contrat de location.

s) Capital-actions

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission des actions sont portés en déduction des capitaux propres.

t) Actions réservées

Dans le cadre de l'acquisition de WesTower US et de WesTower CDA en 2011, la société a pris en charge une obligation liée à certains membres du personnel. Le paiement de l'obligation sera réglé au moyen de l'émission d'actions de la société. En conséquence, la société présente l'obligation fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres en tant qu'actions réservées dans les capitaux propres. Lorsque les actions sont émises, l'obligation est reclassée dans les actions ordinaires, également sous le poste Capitaux propres.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

u) Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires de la société sont comptabilisés dans les états financiers de la société dans la période au cours de laquelle les dividendes sont déclarés.

v) Résultat par action

Le résultat de base par action (« RPA ») est obtenu en divisant le résultat net de la période attribuable aux porteurs d'instruments de capitaux propres de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le RPA est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de manière à refléter les instruments dilutifs. Les actions ordinaires potentielles dilutives de la société se composent des débentures convertibles et des actions différées aux termes du régime d'actions différées de la société. L'effet dilutif des débentures convertibles est calculé selon la méthode de la conversion hypothétique.

w) Normes comptables publiées mais non encore en vigueur

Un certain nombre de nouvelles normes comptables, de modifications à des normes et d'interprétations s'appliquent aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2015 et n'ont pas été appliquées aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les normes qui sont pertinentes pour la société sont décrites ci-après. La société ne compte pas appliquer ces normes de façon anticipée et continue d'évaluer leur incidence.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, une nouvelle norme qui fait état des étapes et du calendrier à suivre par les entités pour comptabiliser les produits des activités ordinaires et qui exige la fourniture d'informations plus éclairantes et pertinentes par les entités. IFRS 15 remplace IAS 11 – *Contrats de construction* et IAS 18 – *Produits des activités ordinaires*, ainsi que diverses interprétations de l'IFRIC et du SIC en ce qui concerne les produits des activités ordinaires. L'application d'IFRS 15 sera obligatoire pour la société à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est permise. La société évalue l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 9 – Instruments financiers

IFRS 9 – *Instruments financiers*, qui a été publiée initialement en novembre 2009, et dont la version définitive a été publiée en juillet 2014 par l'IASB, regroupe les phases classement et évaluation, dépréciation et comptabilité de couverture du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39. IFRS 9 introduit une approche fondée sur des principes pour classer les actifs financiers en fonction du modèle économique de l'entité et de la nature des flux de trésorerie de l'actif. Tous les actifs financiers, y compris les contrats hybrides, sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »), à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Pour ce qui concerne les passifs financiers, IFRS 9 reprend les dispositions relatives au classement et à l'évaluation qui étaient incluses antérieurement dans IAS 39. IFRS 9 introduit également un modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues pour tous les actifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à la JVRN. Enfin, IFRS 9 introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui aligne la comptabilisation des relations de couverture de plus près sur les activités de gestion des risques de l'entité. L'application d'IFRS 9 sera obligatoire pour la société à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est permise. La société évalue l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

IFRS 16 – Contrats de location

IFRS 16 remplace IAS 17 – *Contrats de location* et les interprétations connexes. Le principe de base veut que le preneur comptabilise des actifs et des obligations au titre de tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent et une obligation locative représentant son obligation d'effectuer des paiements au titre de la location. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont initialement évalués à la valeur actualisée. L'évaluation comprend les paiements au titre de la location à effectuer pendant la durée non résiliable du contrat (y compris les paiements liés à l'inflation), et comprend également les paiements à effectuer pendant les périodes optionnelles si le preneur a la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation du contrat ou de ne pas exercer une option de résiliation du contrat. La nouvelle norme vise à donner une image fidèle des opérations de location, particulièrement celles pour lesquelles le preneur n'est pas tenu actuellement de comptabiliser un actif et une obligation au titre d'un contrat de location simple. IFRS 16 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, et l'application anticipée est permise pour les entités qui appliquent également IFRS 15 – *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La société évalue l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

4. RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT AMORTISSEMENT, CHARGES FINANCIÈRES ET AUTRES

La société présente le résultat d'exploitation avant amortissement, charges financières et autres dans l'état consolidé du résultat net pour aider les utilisateurs à apprécier sa performance financière. La direction de la société et le conseil d'administration utilisent cette mesure pour évaluer les résultats d'exploitation consolidés et apprécier la capacité de la société de contracter et de rembourser des dettes. Cette mesure est également utilisée pour prendre des décisions d'exploitation, car elle fournit une indication du montant de trésorerie généré par la société et aide à déterminer s'il est nécessaire de procéder à de nouvelles réductions de coûts, évaluations du personnel et décisions en matière d'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation avant amortissement, charges financières et autres est considéré comme une mesure conforme aux IFRS supplémentaire et pourrait ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

5. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRUCIAUX

Pour préparer les états financiers consolidés, la direction doit porter des jugements aux fins de l'application de ses méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses quant à l'avenir. Les estimations et les autres jugements sont continuellement évalués et reposent sur l'expérience de la direction et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant des événements futurs qui sont considérées comme raisonnables dans les circonstances. Les paragraphes qui suivent décrivent les jugements et les estimations comptables les plus importants auxquels la société a eu recours pour préparer les présents états financiers consolidés. Ces hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen continu. Les résultats réels pourraient différer de façon significative de ces estimations.

Estimations comptablesRegroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises de la société ont été comptabilisées d'après la méthode de l'acquisition d'après laquelle l'acquéreur ajoute dans son état de la situation financière la juste valeur estimée des actifs acquis et des passifs repris de l'entité acquise. Diverses hypothèses sont posées aux fins de la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris de l'entité acquise. Les hypothèses les plus importantes et celles qui nécessitent le plus le recours au jugement portent sur la juste valeur estimée des immobilisations incorporelles.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La contrepartie transférée à l'acquisition d'une filiale est égale à la juste valeur des actifs transférés, des dettes contractées à l'égard des détenteurs antérieurs de l'entreprise acquise et des titres de capitaux propres émis par la société. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle et toute contrepartie éventuelle à transférer par la société est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures d'une contrepartie éventuelle qui est réputée être un actif ou un passif sont comptabilisées en résultat net conformément à IAS 39. Une contrepartie éventuelle classée dans les capitaux propres n'est pas réévaluée, et son règlement ultérieur est comptabilisé dans les capitaux propres.

Les immobilisations incorporelles acquises qui exigent le recours à des estimations comptables cruciales lors de leur comptabilisation initiale sont les contrats conclus avec des clients, les relations-clients, les listes de clients, les certifications et les noms commerciaux. La société a adopté la méthode des bénéfices excédentaires pour déterminer la juste valeur des immobilisations incorporelles liées à la clientèle (exception faite des noms commerciaux). Selon cette technique d'évaluation, les immobilisations incorporelles sont évaluées en capitalisant les bénéfices calculés comme étant en excédent du montant raisonnable des bénéfices qui serait dégagé des immobilisations corporelles utilisées pour générer les bénéfices. Des hypothèses importantes doivent être posées, entre autres, aux fins de la détermination des produits des activités ordinaires projetés, des flux de trésorerie, des taux de fidélisation de la clientèle, des taux d'actualisation et des taux d'impôt sur le résultat moyen prévus. La société a utilisé la méthode de l'exonération des redevances pour déterminer la juste valeur des immobilisations incorporelles liées aux noms commerciaux selon laquelle l'évaluation des immobilisations incorporelles repose sur la valeur actualisée des flux de trésorerie après impôts attendus liés aux redevances, établies en fonction d'un accord de licence hypothétique. Les hypothèses importantes comprennent, entre autres, la détermination des produits des activités ordinaires projetés, le taux de redevances, les taux d'actualisation et les taux d'impôt sur le résultat moyen prévus.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats à long terme

Les produits des activités ordinaires et le résultat tiré des contrats de construction à forfait sont déterminés selon la méthode de l'avancement des travaux, en fonction du ratio des coûts réellement engagés à la date considérée par rapport au total des coûts estimés. La société suit un processus selon lequel la direction examine périodiquement le degré d'avancement de chaque projet et les coûts d'achèvement estimés sont mis à jour, au besoin. Il peut toutefois arriver que le profit dégagé sur un contrat diffère de façon importante des estimations établies antérieurement en raison de changements imprévus dans la nature ou le coût des travaux à effectuer ou des facteurs de performance. S'appuyant sur son expérience, la direction est d'avis que ses systèmes de gestion et ses contrôles comptables actuels permettent à la société d'établir des estimations fiables dans l'ensemble du total des produits des activités ordinaires et des coûts des contrats pendant n'importe quelle période comptable. Néanmoins, de nombreux facteurs peuvent changer (et changent) pendant la période au cours de laquelle un contrat est exécuté, ce qui peut faire que la rentabilité d'un contrat varie d'une période de présentation de l'information financière à l'autre. Parmi les facteurs qui peuvent modifier l'estimation du total des produits des activités ordinaires tirés de contrats et des coûts des contrats, on compte des différences dans l'état des chantiers (dans la mesure où le contrat ne prévoit aucun recours), la disponibilité d'une main-d'œuvre contractuelle compétente, la livraison des matériaux importants par les fournisseurs dans les délais prévus, la performance des sous-traitants importants, des conditions météorologiques inhabituelles et l'exactitude des estimations établies dans les devis initiaux. Des contrats à forfait sont conclus par les secteurs Fabrication et Aviation de la société, particulièrement dans le cadre des activités de WestTower CDA, Stainless et Provincial.

Comme la société est toujours partie à plusieurs contrats en même temps, ces changements d'estimations peuvent se compenser entre eux, sans compromettre la rentabilité globale. Toutefois, les changements touchant les estimations de coûts, lesquelles, dans le cas des projets de construction plus complexes et de plus grande envergure, peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés de la société, sont reflétés dans les résultats d'exploitation dès que la société en prend connaissance.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Un ordre de modification découle d'un changement touchant l'étendue des travaux à effectuer par rapport à ce qui était prévu dans le contrat signé à l'origine. Les ordres de modification dont le prix n'a pas été établi sont des ordres de modification qui ont été approuvés pour ce qui concerne l'étendue, mais dont le prix n'a pas été approuvé. Dans le cas de ces ordres de modification, les produits des activités ordinaires tirés des contrats sont comptabilisés à hauteur des coûts engagés ou à hauteur du montant dont le recouvrement est probable si ce montant est moins élevé. Par conséquent, dans la mesure où les coûts réellement recouverts diffèrent des recouvrements de coûts attendus, il peut y avoir des fluctuations importantes des produits des activités ordinaires et de la rentabilité d'une période de présentation de l'information financière à l'autre.

Les réclamations sont les montants en excédent du prix convenu par contrat ou les montants qui ne sont pas inclus dans le prix contractuel initial que la société tente de percevoir auprès des clients ou d'autres parties en raison de retards causés par le client, d'erreurs dans les spécifications et la conception, de la résiliation de contrats, d'ordres de modification faisant l'objet d'un différend ou dont ni l'étendue ni le prix n'ont été approuvés, ou d'autres facteurs ayant entraîné des coûts supplémentaires imprévus. Conformément à la méthode comptable de la société, les réclamations ne sont comptabilisées en produits des activités ordinaires que lorsque le règlement est probable. Il se peut donc que la société doive comptabiliser au cours d'une période des coûts importants au titre des contrats qui sont liés à des produits des activités ordinaires qui seront comptabilisés dans une période ultérieure. Compte tenu des estimations comptables cruciales susmentionnées qui portent sur la comptabilisation des contrats de construction, y compris les ordres de modification et les réclamations, il est raisonnablement possible, compte tenu des connaissances actuelles, que les résultats obtenus dans le prochain exercice ou un exercice ultérieur diffèrent des estimations et des hypothèses utilisées et requièrent un ajustement significatif des produits des activités ordinaires et/ou de la valeur comptable de l'actif ou du passif touché. La société n'est pas en mesure de quantifier l'incidence potentielle sur les résultats financiers consolidés d'un changement d'estimation intervenant dans le calcul des produits des activités ordinaires.

Amortissement des actifs à long terme

La société établit des estimations en ce qui concerne la durée d'utilité et la valeur résiduelle attendues des actifs à long terme en s'appuyant sur la juste valeur actuelle estimée de ces actifs, sur ses plans relativement à sa flotte d'aéronefs et sur les flux de trésorerie qu'elle s'attend à tirer de ces actifs. Les changements touchant ces estimations, qui peuvent être importants, peuvent découler de divers facteurs, notamment des modifications aux programmes de maintenance, des changements dans l'utilisation des aéronefs, des fluctuations des prix de marché des aéronefs du même type ou de type similaire, et des variations dans l'utilisation des autres appareils et bâtiments importants utilisés aux fins de fabrication. Les estimations et les hypothèses sont évaluées au moins une fois l'an. Généralement, ces ajustements sont comptabilisés comme des changements d'estimation, de façon prospective, par imputation à la dotation aux amortissements. Aux fins de l'analyse de sensibilité de ces estimations, une réduction de 50 % de la valeur résiduelle des aéronefs de la société dont la durée d'utilité restante est de plus de cinq ans au 31 décembre 2015 entraînerait une augmentation d'environ 5 872 \$ (4 118 \$ en 2014) de la dotation aux amortissements annuelle. Pour ce qui concerne les aéronefs de la société dont la durée d'utilité restante est plus courte et les autres appareils et bâtiments importants utilisés aux fins de la fabrication, les valeurs résiduelles ne devraient pas changer de façon importante.

Dépréciation d'actifs à long terme

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis. Le goodwill et toutes les immobilisations incorporelles sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Le test de dépréciation appliqué aux actifs à long terme consiste en une comparaison de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT et de sa valeur recouvrable, laquelle est calculée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie de l'actif ou de l'UGT et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable est prévue à partir de la meilleure estimation de la direction, établie en fonction des hypothèses qui seraient posées par les intervenants du marché et en tenant compte des plans d'exploitation historiques et attendus, des stratégies actuelles, de la conjoncture économique et des

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

perspectives générales pour les secteurs d'activité et les marchés dans lesquels les UGT exercent leurs activités.

Aux fins de l'établissement de la valeur recouvrable, la juste valeur diminuée des coûts de sortie est déterminée en fonction des multiples de BAIIA fondés sur les prévisions financières préparées par la direction (niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs).

La valeur d'utilité est calculée au moyen d'une analyse des flux de trésorerie actualisés, suivant laquelle la direction est tenue de poser un certain nombre d'hypothèses importantes en ce qui concerne les plans d'exploitation futurs, les taux d'actualisation et les taux de croissance futurs. Ces hypothèses comprennent le coût moyen pondéré du capital avant impôt de la société à la date d'évaluation (niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs). La direction a préparé des estimations des flux de trésorerie pour une période de trois ans qui sont extrapolées au moyen de taux de croissance à l'infini estimés variant de 2,5 % à 5,0 % et de taux d'actualisation (avant impôt) variant de 11 % à 15 %.

La société a déterminé que ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne se sont pas dépréciées d'après l'évaluation effectuée au 31 décembre 2015. Toutefois, cette évaluation a permis d'identifier deux UGT, dont les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée se chiffrent à 6,0 M\$ et 2,1 M\$, respectivement, dont la juste valeur diminuée des coûts de sortie n'excédera pas la valeur comptable si certaines hypothèses de la direction devaient varier dans une fourchette raisonnable. Compte tenu de la valeur maximale de la fourchette établie par la direction pour la juste valeur diminuée des coûts de sortie estimée des deux UGT, la valeur d'utilité excède la valeur comptable d'environ 4,0 M\$ (ou 12 %) et 3,0 M\$ (ou 10 %), respectivement. Si les taux de croissance à long terme utilisés comme hypothèses diminuaient d'environ 2,0 points de pourcentage, la valeur comptable de chacune des deux UGT excéderait la fourchette raisonnable établie pour la juste valeur diminuée des coûts de sortie estimée. Si les taux d'actualisation (avant impôt) utilisés comme hypothèses augmentaient d'environ 1,5 point de pourcentage, la valeur comptable de chacune des deux UGT excéderait la fourchette raisonnable établie pour la juste valeur diminuée des coûts de sortie estimée. Ces changements d'hypothèses ont été évalués indépendamment l'un de l'autre.

Impôt différé

La société comptabilise des actifs d'impôt différé au titre des reports en avant de pertes fiscales et d'autres différences temporaires déductibles lorsqu'il est probable qu'elle disposera de bénéfices imposables futurs suffisants pour utiliser pleinement ces pertes et déductions. La société doit avoir recours à des estimations et à des hypothèses importantes en ce qui concerne les résultats futurs et sa capacité de mettre en œuvre certaines opportunités liées à la gestion fiscale pour évaluer la probabilité que ces pertes et déductions soient utilisées. Ces estimations et ces hypothèses comportent des incertitudes et, si elles sont modifiées, les changements sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'appréciation de la capacité de la société de réaliser pleinement l'avantage associé aux actifs d'impôt différé.

La société a conclu une entente avec l'ARC en ce qui concerne l'opposition de l'ARC relativement aux conséquences fiscales de la conversion d'EIC de fiducie de revenu à société par actions en juillet 2009. L'entente n'a pas donné lieu à une sortie de trésorerie par la société pour les années d'imposition 2009 à 2013, et pour une partie de l'exercice 2014 de la société. L'entente donne toutefois lieu à une charge hors trésorerie dans l'état consolidé du résultat net de la société pour l'exercice 2014 relativement à la radiation de certains actifs d'impôt différé de la société.

La société est assujettie à l'impôt sur le résultat au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Des jugements importants doivent être portés pour déterminer la charge d'impôt. L'impôt qui devra être payé en définitive demeure incertain pour de nombreuses transactions et de nombreux calculs. La société maintient des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui selon elle reflètent de façon appropriée le risque auquel elle est exposée au titre des positions fiscales en question, au contrôle fiscal, à des litiges avec une administration fiscale ou à des appels auprès d'une administration fiscale, ou qui sont autrement considérées comme comportant des incertitudes. Ces provisions sont constituées en fonction de la meilleure estimation du montant que la société s'attend à payer d'après une appréciation

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

qualitative de tous les facteurs pertinents. La société évalue périodiquement ces provisions pour déterminer si elles sont adéquates à la fin de la période de présentation de l'information financière. Il peut toutefois arriver que les contrôles fiscaux réalisés par une administration fiscale donnent lieu à un passif supplémentaire à une date future. Dans les cas où le montant de l'impôt à payer en définitive au titre de ces questions diffère des montants qui ont été comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et d'impôt différé de la période au cours de laquelle les différences seront établies.

Jugements comptables cruciaux

Évaluation et présentation des immobilisations corporelles et des stocks

La société peut acheter certains aéronefs et certaines composantes d'aéronefs dans le cadre de l'activité normale de Regional One. Dans ces cas, elle doit apprécier si les aéronefs et les moteurs doivent être comptabilisés en tant que stocks ou en tant qu'immobilisations corporelles, selon l'utilisation qu'elle prévoit faire des actifs, y compris la capacité de louer ces immobilisations corporelles à des clients. Cette appréciation se fonde sur les temps de cycle disponibles des composantes d'aéronefs et la possibilité que les actifs soient utilisés pendant plus d'une période. Si les actifs sont utilisés pendant plus d'une période, ils sont classés en tant qu'immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité dès qu'ils sont prêts à être mis en service et peuvent être exploités de la manière prévue par la direction. La société examine ses immobilisations corporelles périodiquement pour déterminer si des reclassements sont requis entre les immobilisations corporelles et les stocks, et établir l'incidence comptable de ces reclassements.

Dans le cadre de son activité normale dans le secteur Aviation, Regional One agit à titre de fournisseur d'aéronefs et de pièces de moteurs destinés au marché secondaire. Dans le cadre de son activité, Regional One peut acquérir des aéronefs complets ou des composantes d'aéronefs qui sont démontés en pièces pouvant être vendues séparément. Regional One détermine la valeur comptable de ses stocks en utilisant le ratio moyen du coût sur le prix de vente fondé sur le prix de vente attendu. En conséquence, la valeur comptable des stocks et la comptabilisation du coût des ventes connexes reposent sur des estimations en ce qui a trait au ratio moyen du coût sur le prix de vente. La société suit un processus selon lequel ces estimations sont examinées périodiquement et reposent sur l'expérience historique et les changements dans les conditions du marché. Il peut toutefois arriver que les ratios moyens du coût sur le prix de vente estimés diffèrent de façon importante des estimations établies antérieurement en raison de changements imprévus dans les conditions du marché ou d'autres facteurs. En s'appuyant sur son expérience dans le secteur d'activité, la direction est d'avis que ses systèmes de gestion et ses contrôles comptables actuels permettent à la société d'établir des estimations fiables dans l'ensemble de la valeur comptable des stocks et du coût des ventes connexe. Néanmoins, de nombreux facteurs peuvent changer (et changent) pendant la durée de vie d'une composante, ce qui peut donner lieu à une variation importante des ratios moyens du coût sur le prix de vente. Parmi les facteurs qui peuvent changer, on compte les changements importants dans l'utilisation à l'échelle mondiale de certains types d'aéronefs dans lesquels les pièces sont utilisées, la disponibilité des pièces auprès du fabricant de matériel original ou sur le marché secondaire, et les variations dans les directives en matière de navigabilité établies par les autorités en matière d'aviation. Ces changements peuvent modifier l'offre et la demande liées aux stocks de pièces de Regional One, si bien qu'il est possible que les résultats du prochain exercice diffèrent des estimations et des hypothèses établies, ce qui pourrait entraîner une dépréciation des stocks ou une diminution du ratio moyen du coût sur le prix de vente dégagé sur les ventes futures.

6. ACQUISITIONS

Acquisition de Provincial Aerospace Ltd.

Le 2 janvier 2015, la société a procédé à l'acquisition de Provincial Aerospace Ltd. aux termes d'une convention d'achat d'actions visant 100 % des actions de Provincial, société par actions canadienne établie à St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador). Provincial a été fondée en 1972 et exploite trois unités d'exploitation distinctes, soit un service de transport aérien régulier, des opérations au sol et des activités dans le domaine de l'aérospatiale.

Provincial exploite son service de transport aérien régulier au moyen d'aéronefs à voilure fixe dans les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, de Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, et offre environ 230 vols réguliers chaque semaine ainsi que des services nolisés dans l'ensemble du territoire. Les opérations au sol sont établies à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse. L'entreprise d'aérospatiale conçoit, modifie, maintient et exploite des aéronefs équipés de senseurs sur mesure. Elle exerce des activités en matière de surveillance et de soutien maritime au Canada, dans les Antilles et au Moyen-Orient. Provincial exploite une vaste flotte d'aéronefs, y compris des aéronefs appartenant à des clients dans le cadre de ses services de surveillance. Le service de transport aérien régulier dispose d'une flotte qui se compose principalement d'appareils Dash 8 et Twin Otters, et l'entreprise d'aérospatiale exploite divers types d'aéronefs pour de multiples clients.

L'acquisition a permis à la société de diversifier plus amplement ses sources de produits des activités ordinaires et ses flux de trésorerie en offrant de nouveaux produits et en accédant à de nouveaux marchés géographiques. Les activités de surveillance et de soutien maritime de Provincial, qui constituent la majeure partie des activités de Provincial, sont un nouveau créneau duquel les entités existantes du secteur Aviation de la société sont absentes, et les produits des activités ordinaires dégagés proviennent de plusieurs régions géographiques différentes dans le monde. L'ajout de Provincial permet donc de diversifier plus amplement les flux de trésorerie générés par la société.

Les résultats d'exploitation sont inclus dans le secteur Aviation de l'état consolidé du résultat net intermédiaire résumé de la société depuis la date d'acquisition. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, Provincial représente des produits des activités ordinaires tirés auprès de tiers de 203,3 M\$, un résultat avant impôt de 30,0 M\$ et un actif total de 388,8 M\$.

La convention d'achat contenait des estimations du fonds de roulement à maintenir à la date d'acquisition. Au cours de l'exercice 2015, la société a établi le calcul définitif du fonds de roulement d'ouverture et versé une somme de 6 959 \$, plus les intérêts courus, aux vendeurs. Les ajustements postérieurs à la clôture sont principalement attribuables à l'excédent du fonds de roulement dans l'état de la situation financière de l'entité acquise, soit Provincial, sur le montant de 5 000 \$ ciblé en vertu de la convention d'achat d'actions.

Contrepartie transférée :	
Trésorerie	225 000 \$
Contrepartie au titre du fonds de roulement	6 959
Émission de 523 188 actions de la société au prix de 23,20 \$ par action	12 138
Total du prix d'acquisition	244 097 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le tableau qui suit présente le détail de la juste valeur des actifs nets acquis au moment de la transaction :

Juste valeur des actifs acquis :	
Trésorerie	23 236 \$
Créances d'exploitation	25 115
Stocks	9 125
Charges payées d'avance et acomptes	4 255
Excédent des coûts engagés plus les profits comptabilisés sur la facturation	321
Immobilisations corporelles	102 308
Autres actifs	1 548
Immobilisations incorporelles	52 614
	218 522
Moins la juste valeur des passifs repris :	
Dettes d'exploitation et charges à payer	32 566
Impôt sur le résultat à payer	5 531
Produits des activités ordinaires différés	7 654
Autres passifs à long terme	12 488
Passifs d'impôt différé	27 938
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	132 345
Goodwill	111 752
Total du prix d'acquisition	244 097 \$

Du montant de 52 614 \$ d'immobilisations incorporelles acquises, une tranche de 20 500 \$ a été attribuée aux noms commerciaux, une tranche de 20 700 \$ a été attribuée aux relations-clients, une tranche de 6 750 \$ a été attribuée aux certifications, une tranche de 3 300 \$ a été attribuée au carnet de commandes et une tranche de 1 364 \$ a été attribuée à d'autres actifs. Les relations-clients, le carnet de commandes et les autres actifs sont tous amortissables, exception faite des noms commerciaux, qui sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, et les certifications, qui ne seront pas amorties tant qu'elles demeureront valables et qu'elles seront utilisées par la société.

Acquisition de Ben Machine Products Company Incorporated

Le 2 juillet 2015, la société a conclu l'acquisition de Ben Machine Products Company Incorporated aux termes d'une convention d'achat d'actions visant 100 % des actions de Ben Machine, société par actions canadienne établie à Vaughan (Ontario).

Ben Machine est un fabricant qui offre des composantes et assemblages complexes usinés avec précision destinés principalement aux secteurs de l'aérospatiale et de la défense. Ben Machine vise avant tout à fournir une solution complète à ses clients et offre un vaste éventail de services, y compris des services d'usinage et de tournage CNC, de brasage, de moulage, de soudage, d'assemblage complexe, de fabrication de tôles ainsi que tous les services de finition nécessaires.

L'acquisition permet d'accroître les activités du secteur Fabrication de la société et vient compléter et élargir le créneau occupé par la société dans le secteur de l'aérospatiale. Ben Machine est une société de services qui offre des solutions à des sociétés de premier plan dans les secteurs de l'aérospatiale et de la défense au Canada et aux États-Unis. Ce créneau bien établi a renforcé la position de Ben Machine auprès de ses clients, car ceux-ci comptent sur Ben Machine pour produire et leur livrer des pièces complexes exigeant un degré de précision élevé dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement de leurs activités de fabrication.

Les résultats d'exploitation sont inclus dans le secteur Fabrication de l'état consolidé du résultat net de la société depuis la date d'acquisition. Pour le semestre clos le 31 décembre 2015, et depuis l'acquisition, Ben Machine représente des produits des activités ordinaires tirés auprès de tiers de 11,5 M\$, un résultat avant impôt de 1,7 M\$ et un actif total de 54,0 M\$.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La convention d'achat contenait des estimations du fonds de roulement à maintenir à la date d'acquisition. Au cours de l'exercice 2015, la société a établi le calcul définitif de son fonds de roulement et versé une somme de 237 \$ aux vendeurs.

Contrepartie transférée :	
Trésorerie	37 668 \$
Contrepartie au titre du fonds de roulement	237
Émission de 329 552 actions de la société au prix de 20,22 \$ par action	6 664
Total du prix d'acquisition	44 569 \$

Le tableau qui suit présente le détail de la juste valeur des actifs nets acquis au moment de la transaction :

Juste valeur des actifs acquis :	
Trésorerie	561 \$
Créances d'exploitation	3 178
Stocks	2 124
Charges payées d'avance	29
Immobilisations corporelles	2 442
Immobilisations incorporelles	18 674
	27 008
Moins la juste valeur des passifs repris :	
Dettes d'exploitation et charges à payer	2 529
Impôt à payer	331
Produits des activités ordinaires différés	2
Impôt différé	5 147
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	18 999
Goodwill	25 570
Total du prix d'acquisition	44 569 \$

Du montant de 18 674 \$ d'immobilisations incorporelles acquises, une tranche de 3 800 \$ a été attribuée aux noms commerciaux, une tranche de 11 877 \$ a été attribuée aux relations-clients, une tranche de 1 060 \$ a été attribuée aux certifications et une tranche de 1 937 \$ a été attribuée au carnet de commandes. Toutes les immobilisations incorporelles acquises sont amortissables, exception faite des noms commerciaux, qui sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, et les certifications, qui ne seront pas amorties tant qu'elles demeureront valables et qu'elles seront utilisées par la société.

Acquisition d'actifs – Actifs de First Air dans la région de Kivalliq

Le 3 juillet 2015, la société a acquis la totalité des actifs non liés aux aéronefs de First Air dans la région de Kivalliq et pris en charge la responsabilité de toutes les activités de transport aérien régulier, de fret et de services nolisés dans la région. Le coût d'acquisition s'est établi à environ 8 026 \$, incluant l'achat d'actifs supplémentaires nécessaires aux fins de ces activités et le prix d'acquisition payé à First Air, et a été financé au moyen de la trésorerie disponible aux termes de la facilité de crédit de la société.

7. STOCKS

Les stocks des filiales en exploitation de la société sont classés comme suit :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Pièces et autres fournitures	89 760 \$	57 373 \$
Matières premières	18 552	18 661
Travaux en cours	2 278	1 161
Produits finis	8 055	6 825
Total des stocks	118 645 \$	84 020 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Au cours de l'exercice 2015, des stocks du secteur Aviation d'une valeur de 52 882 \$ (44 221 \$ en 2014) ont été comptabilisés en tant que charge d'exploitation directe, et des stocks du secteur Fabrication d'une valeur de 45 520 \$ (57 070 \$ en 2014) ont été comptabilisés en charges en tant que coût des ventes.

8. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs de la société se composent des éléments suivants :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Dépôts de garantie à long terme et créances résultant de contrats de location-financement à long terme	3 335 \$	5 167 \$
Autres investissements	6 765	3 943
Total des autres actifs	10 100 \$	9 110 \$

Dans le cadre de l'acquisition de Provincial, la société a acquis une participation dans une entité non cotée qu'elle a mise en équivalence. La dénomination sociale de cette entité est Innu Mikun Limited Partnership et le pourcentage de la participation détenue par la société est de 49 %. Cette participation, dont la juste valeur de marché n'est pas disponible, a une valeur comptable de 2 021 \$ au 31 décembre 2015, et est incluse sous le poste « Autres investissements » ci-dessus.

Au cours de 2014, la société a acquis un placement dans une entité non cotée qu'elle a comptabilisé en tant qu'actif financier disponible à la vente. La dénomination sociale de cette entité est SAF CRJ-200LR Holdings, LLC et le pourcentage du placement détenu par la société est de 14,29 %. Ce placement, dont la juste valeur de marché n'est pas disponible, a une valeur comptable de 4 744 \$ au 31 décembre 2015, et l'entité possède plusieurs actifs dans le secteur de l'aviation qui généreront de la trésorerie ou des actifs qui reviendront à Regional One.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles de la société s'établissent comme suit :

	Coût	Cumul des amortissements	31 décembre 2015 Valeur comptable nette
Terrains	7 425 \$	- \$	7 425 \$
Bâtiments	109 828	17 967	91 861
Cellules d'aéronefs	299 097	70 504	228 593
Moteurs d'aéronefs	161 809	55 544	106 265
Hélices et rotors d'aéronefs	30 268	12 592	17 676
Trains d'atterrissage d'aéronefs	23 665	5 337	18 328
Pièces de rechange d'aéronefs	37 520	6 941	30 579
Matériel	92 364	56 786	35 578
Autres	7 732	5 805	1 927
Améliorations locatives	8 793	4 396	4 397
Total	778 501 \$	235 872 \$	542 629 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Valeur comptable nette	Exercice clos le 31 décembre 2015						
	Solde d'ouverture	Acquisition (note 6)	Ajouts	Sorties	Amortissement	Écarts de conversion	Solde de clôture
Terrains	7 390	\$ -	\$ 35	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 7 425
Bâtiments	67 048	26 682	1 981	-	(3 850)	-	91 861
Cellules d'aéronefs	138 927	26 111	103 421	(15 012)	(25 899)	1 045	228 593
Moteurs d'aéronefs	82 519	17 963	25 905	(13 304)	(22 466)	15 648	106 265
Hélices et rotors d'aéronefs	12 625	7 102	3 329	(24)	(5 356)	-	17 676
Trains d'atterrissage d'aéronefs	10 280	8 252	2 753	(245)	(2 712)	-	18 328
Pièces de rechange d'aéronefs	21 260	3 526	9 157	(228)	(3 136)	-	30 579
Matériel	21 422	17 491	6 576	(123)	(10 384)	596	35 578
Autres	1 743	61	762	-	(696)	57	1 927
Améliorations locatives	1 700	2 212	923	-	(641)	203	4 397
Total	364 914	\$ 109 400	\$ 154 842	\$ (28 936)	\$ (75 140)	\$ 17 549	\$ 542 629

Au cours de 2015, la société a procédé aux acquisitions de Provincial et de Ben Machine, ainsi que des actifs non liés aux aéronefs de First Air dans la région de Kivalliq. La juste valeur des actifs acquis à la date de chacune de ces acquisitions a été incluse dans la colonne « Acquisition » ci-dessus.

Au cours de 2014, en conséquence de la vente de WestTower US, la société s'est départie de toutes les immobilisations corporelles liées aux activités de WestTower US. La vente de ces immobilisations corporelles dans le cadre de la vente globale de WestTower US a été incluse dans la colonne « Sorties » ci-après.

	Coût	Cumul des amortissements	31 décembre 2014 Valeur comptable nette
Terrains	7 390	\$ -	\$ 7 390
Bâtiments	81 165	14 117	67 048
Cellules d'aéronefs	189 854	50 927	138 927
Moteurs d'aéronefs	124 278	41 759	82 519
Hélices et rotors d'aéronefs	21 208	8 583	12 625
Trains d'atterrissage d'aéronefs	13 460	3 180	10 280
Pièces de rechange d'aéronefs	25 634	4 374	21 260
Matériel	55 645	34 223	21 422
Autres	6 505	4 762	1 743
Améliorations locatives	3 463	1 763	1 700
Total	528 602	\$ 163 688	\$ 364 914

Valeur comptable nette	Exercice clos le 31 décembre 2014						
	Solde d'ouverture	Acquisition (note 6)	Ajouts	Sorties	Amortissement	Écarts de conversion	Solde de clôture
Terrain	7 073	\$ -	\$ 492	\$ (175)	\$ -	\$ -	\$ 7 390
Bâtiments	67 565	-	2 051	(73)	(2 495)	-	67 048
Cellules d'aéronefs	108 106	-	53 936	(6 999)	(18 362)	2 246	138 927
Moteurs d'aéronefs	72 964	-	28 853	(5 604)	(15 288)	1 594	82 519
Hélices et rotors d'aéronefs	12 585	-	3 020	(504)	(2 476)	-	12 625
Trains d'atterrissage d'aéronefs	10 100	-	1 584	(342)	(1 062)	-	10 280
Pièces de rechange d'aéronefs	20 419	-	3 712	(776)	(2 095)	-	21 260
Matériel	28 403	-	6 857	(6 042)	(8 377)	581	21 422
Autres	1 725	-	743	(77)	(661)	13	1 743
Améliorations locatives	2 411	-	453	(600)	(598)	34	1 700
Total	331 351	\$ -	\$ 101 701	\$ (21 192)	\$ (51 414)	\$ 4 468	\$ 364 914

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

Les tableaux suivants présentent un sommaire des immobilisations incorporelles de la société aux 31 décembre 2015 et 2014 :

	Coût	Cumul des amortissements	31 décembre 2015 Valeur comptable nette
Immobilisations à durée indéterminée			
Marques de commerce	59 840 \$	- \$	59 840 \$
Immobilisations à durée déterminée			
Contrats avec des clients	33 944	4 241	29 703
Relations-clients	14 603	11 433	3 170
Ententes de non-concurrence	809	730	79
Certifications	9 422	812	8 610
Systèmes informatisés	1 845	1 319	526
Autres	13 724	2 839	10 885
Total	134 187 \$	21 374 \$	112 813 \$

Valeur comptable nette	Solde d'ouverture	Acquisition (note 6)	Ajouts	Sorties	Exercice clos le 31 décembre 2015 Amortissement	Écarts de conversion	Solde de clôture
Immobilisations à durée indéterminée							
Marques de commerce	32 756 \$	24 300 \$	- \$	- \$	- \$	2 784 \$	59 840 \$
Immobilisations à durée déterminée							
Contrats avec des clients	385	32 577	-	-	(3 259)	-	29 703
Relations-clients	5 866	-	-	-	(3 669)	973	3 170
Ententes de non-concurrence	202	-	-	-	(128)	5	79
Certifications	861	7 810	-	-	(73)	12	8 610
Systèmes informatisés	508	-	136	-	(118)	-	526
Autres	2 182	9 985	907	-	(2 189)	-	10 885
Total	42 760 \$	74 672 \$	1 043 \$	- \$	(9 436) \$	3 774 \$	112 813 \$

Au cours de 2015, la société a procédé aux acquisitions de Provincial et de Ben Machine, ainsi que des actifs non liés aux aéronefs de First Air dans la région de Kivalliq. La juste valeur des actifs acquis à la date de chacune de ces acquisitions a été incluse dans la colonne « Acquisition » ci-dessus.

Au cours de 2014, en conséquence de la vente de WesTower US, la société s'est départie de toutes les immobilisations incorporelles liées aux activités de WesTower US. La vente de ces immobilisations incorporelles dans le cadre de la vente globale de WesTower US a été incluse dans la colonne « Sorties » ci-après.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

	Coût	Cumul des amortissements	31 décembre 2014 Valeur comptable nette
Immobilisations à durée indéterminée			
Marques de commerce	32 756 \$	- \$	32 756 \$
Immobilisations à durée déterminée			
Contrats avec des clients	1 367	982	385
Relations-clients	13 631	7 765	5 866
Ententes de non-concurrence	804	602	202
Certifications	1 599	738	861
Systèmes informatisés	1 709	1 201	508
Autres	2 832	650	2 182
Total	54 698 \$	11 938 \$	42 760 \$

Valeur comptable nette	Solde d'ouverture	Acquisition (note 6)	Ajouts	Sorties	Exercice clos le 31 décembre 2014 Amortissement	Écarts de conversion	Solde de clôture
Immobilisations à durée indéterminée							
Marques de commerce	34 389 \$	- \$	- \$	(2 914) \$	- \$	1 281 \$	32 756 \$
Immobilisations à durée déterminée							
Contrats avec des clients	483	-	-	-	(98)	-	385
Relations-clients	7 482	-	-	(203)	(1 872)	459	5 866
Ententes de non-concurrence	572	-	-	(161)	(211)	2	202
Certifications	923	-	-	-	(69)	7	861
Systèmes informatisés	326	-	297	-	(115)	-	508
Autres	2 240	-	-	-	(58)	-	2 182
Total	46 415 \$	- \$	297 \$	(3 278) \$	(2 423) \$	1 749 \$	42 760 \$

La société a des immobilisations incorporelles à durée indéterminée au titre de marques de commerce liées aux activités de Bearskin, Calm Air, Custom, Water Blast, Water Blast Dakota, WestTower CDA, Regional One, Provincial et Ben Machine. Ces entités ont toutes un nom de marque emblématique de la qualité des biens ou services qu'elles offrent à leurs clients et de la rigueur de leurs normes de sécurité.

Goodwill	2015	2014
Solde à l'ouverture de l'exercice	98 603 \$	107 435 \$
Goodwill découlant d'acquisitions d'entreprises (note 6)	137 322	-
Décomptabilisation à la vente de WestTower US	-	(13 918)
Conversion du goodwill des établissements à l'étranger (Stainless, Regional One et Water Blast Dakota)	10 149	5 086
Solde à la clôture de l'exercice	246 074 \$	98 603 \$

Selon la méthode de conversion des monnaies étrangères utilisée aux fins de la consolidation des comptes de Stainless, Water Blast Dakota et Regional One décrite à la note 3e), les soldes de goodwill comptabilisés par Stainless (14 751 \$ US), Water Blast Dakota (476 \$ US) et Regional One (30 105 \$ US) sont évalués au cours de change en vigueur à la date de clôture. Le goodwill varie donc au gré des fluctuations du dollar canadien (la monnaie de présentation) par rapport au dollar américain.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La société a effectué son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée au 31 décembre 2015 en s'appuyant sur les meilleures estimations de la direction quant aux hypothèses des intervenants du marché, y compris le coût moyen pondéré du capital. Les valeurs recouvrables, qui correspondent à la juste valeur diminuée des coûts de sortie pour les UGT auxquelles le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont été affectés, ont été établies en fonction des multiples de BAIIA fondés sur les prévisions financières préparées par la direction (niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs). Les prévisions sont établies à partir de la meilleure estimation de la direction, en utilisant les hypothèses qui seraient posées par les intervenants du marché compte tenu des plans d'exploitation historiques et attendus, des stratégies actuelles, de la conjoncture économique et des perspectives générales pour les secteurs d'activité et les marchés dans lesquels les UGT exercent leurs activités.

Au 31 décembre 2015, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ne s'étaient pas dépréciés selon l'appréciation faite par la direction (note 5).

11. DETTE À LONG TERME ET CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Le tableau qui suit présente un sommaire de la dette à long terme et des contrats de location-financement de la société aux 31 décembre 2015 et 2014 :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Facilité à terme renouvelable :		
Montants prélevés en dollars canadiens	248 000 \$	- \$
Montants prélevés en dollars américains (41 040 \$ US et 13 900 \$ US, respectivement)	56 799	16 125
Total de l'encours de la facilité de crédit, valeur du capital	304 799	16 125
Moins : coûts de transaction non amortis	(1 789)	(911)
Moins : escompte non amorti sur les acceptations bancaires en cours	(355)	-
Facilité de crédit nette	302 655	15 214
Contrats de location-financement	2 231	2 529
Total de la facilité de crédit nette et des contrats de location-financement	304 886	17 743
Moins : partie courante des contrats de location-financement	(1 031)	(1 107)
Dettes à long terme et contrats de location-financement	303 855 \$	16 636 \$

La facilité de crédit est garantie par une sûreté générale grevant les actifs de la société, sous réserve des modalités, conditions, clauses et autres dispositions d'usage, et elle est assortie à la fois de clauses restrictives de nature financière et d'engagements de ne pas faire. La société respecte toutes les clauses restrictives de nature financière et tous les engagements de ne pas faire au 31 décembre 2015.

Au cours de 2015, la répartition du total du crédit disponible entre le siège social d'EIC et d'EIIF USA a été modifiée dans le cadre de la clôture de l'acquisition de Provincial. Le total du crédit disponible au siège social d'EIC a été haussé à 320 000 \$, tandis que le total du crédit disponible à EIIF USA a été réduit à 15 000 \$. Le total du crédit disponible à la société est demeuré inchangé, à 335 000 \$. En février 2015, la société a modifié les modalités de sa facilité de crédit pour hausser le crédit disponible à 450 000 \$ et reporter l'échéance à mai 2019. Par suite de ces changements, le montant du crédit attribué au siège social d'EIC et d'EIIF USA a été porté à 400 000 \$ et à 50 000 \$, respectivement. De plus, en octobre 2015, la société a modifié sa facilité de crédit de manière à disposer d'un crédit combiné de 550 000 \$, soit 500 000 \$ pour le siège social d'EIC et 50 000 \$ pour EIIF USA. Aucun autre changement important n'a été apporté aux modalités de cette facilité de crédit au cours de l'exercice.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La charge d'intérêts comptabilisée au titre des activités poursuivies de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 relativement à la dette à long terme et aux contrats de location-financement s'est établie à 11 292 \$ (991 \$ en 2014). Pour la période comparative, la société a affecté une charge d'intérêts de 4 705 \$ aux activités abandonnées, laquelle représente la part de la charge d'intérêts qui se rapporte aux activités de WesTower US jusqu'à la date de sa sortie.

Facilité de crédit

Le tableau qui suit fait état de l'historique de la dette à long terme pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

	Solde d'ouverture	Prélèvements	Rembour- sements	Exercice clos le 31 décembre 2015 Écarts de conversion	Solde de clôture
Montants prélevés sur la facilité de crédit					
Partie en dollars canadiens	- \$	367 100 \$	(119 100) \$	- \$	248 000 \$
Partie en dollars américains	16 125	123 806	(94 120)	10 988	56 799
	16 125 \$				304 799 \$

	Solde d'ouverture	Prélèvements	Rembour- sements	Exercice clos le 31 décembre 2014 Écarts de conversion	Solde de clôture
Montants prélevés sur la facilité de crédit					
Partie en dollars canadiens	51 150 \$	11 500 \$	(62 650) \$	- \$	- \$
Partie en dollars américains	167 195	48 478	(210 035)	10 487	16 125
	218 345 \$				16 125 \$

Contrats de location-financement

La société loue des véhicules auprès d'un tiers en vertu de contrats de location-financement qui expirent à diverses dates jusqu'à la fin de l'exercice 2018. Les actifs et les passifs au titre de contrats de location-financement sont comptabilisés au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de la juste valeur de l'actif. Les taux d'intérêt sur les contrats de location-financement varient de 4 % à 7 %.

Le tableau qui suit fait état de l'historique des contrats de location-financement en cours pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 et la période comparative de 2014 :

	Solde d'ouverture	Repris/ Conclus	Rembour- sements/ Sorties	2015 Solde de clôture
Contrats de location-financement				
Contrats de location en dollars canadiens	2 529 \$	916 \$	(1 214) \$	2 231 \$
	2 529 \$	916 \$	(1 214) \$	2 231 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

	Solde d'ouverture	Repris/ Conclus	Rembour- sements/ Sorties	2014 Solde de clôture
Contrats de location-financement				
Contrats de location en dollars canadiens	2 073 \$	1 467 \$	(1 011) \$	2 529 \$
Contrats de location en dollars américains	826	-	(826)	-
	2 899 \$	1 467 \$	(1 837) \$	2 529 \$

L'incidence de la vente de WestTower US est reflétée dans le tableau ci-dessus dans la colonne « Remboursements/Sorties » de la période précédente. Tous les contrats de location en dollars américains étaient détenus par WestTower US et ont été transférés à la clôture de la transaction.

Les paiements minimaux futurs au titre de la location et la valeur actualisée nette des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location-financement de la société s'établissent comme suit au 31 décembre 2015 :

	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Total des paiements minimaux futurs au titre de la location	1 116 \$	1 251 \$	- \$	2 367 \$
Moins : montant représentant les intérêts	(85)	(51)	-	(136)
Valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre de la location	1 031 \$	1 200 \$	- \$	2 231 \$

Le coût et le cumul des amortissements du matériel loué en vertu de contrats de location-financement s'établissent comme suit aux 31 décembre 2015 et 2014 :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Véhicules loués en vertu de contrats de location-financement	3 501 \$	3 535 \$
Moins : cumul des amortissements	(1 345)	(1 414)
	2 156 \$	2 121 \$

12. DÉBENTURES CONVERTIBLES

Série – Année d'émission	Symbole boursier	Échéance	Taux d'intérêt	Prix de conversion
Série J – 2011	EIF.DB.D	31 mai 2018	6,25 %	30,60 \$
Débetures non garanties – 2012	EIF.DB.E	30 septembre 2019	5,5 %	36,80 \$
Débetures non garanties – 2013	EIF.DB.F	31 mars 2020	5,35 %	41,60 \$
Débetures non garanties – 2014	EIF.DB.G	31 mars 2021	6,0 %	31,70 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Sommaire de la composante dette des débentures convertibles :

	Solde à l'ouverture de l'exercice 2015	Débentures émises	Augmentation au titre des intérêts	Débentures converties	Rachetées/Échues	Solde à la clôture de l'exercice 2015
Série H	21 276 \$	- \$	202 \$	(19 314) \$	(2 164) \$	- \$
Série I	34 390	-	554	-	(34 944)	-
Série J	54 917	-	678	-	-	55 595
Débentures non garanties – 2012	54 068	-	632	-	-	54 700
Débentures non garanties – 2013	61 447	-	587	-	-	62 034
Débentures non garanties – 2014	37 495	-	327	-	-	37 822
						210 151
Moins : coûts de transaction non amortis						(6 232)
Débentures convertibles – Composante dette, à la clôture de l'exercice						203 919 \$

	Solde à l'ouverture de l'exercice 2014	Débentures émises	Augmentation au titre des intérêts	Débentures converties	Rachetées/Échues	Solde à la clôture de l'exercice 2014
Série F	1 128 \$	- \$	6 \$	(1 008) \$	(126) \$	- \$
Série G	3 214	-	39	(3 060)	(193)	-
Série H	21 142	-	237	(103)	-	21 276
Série I	33 941	-	449	-	-	34 390
Série J	54 285	-	632	-	-	54 917
Débentures non garanties – 2012	53 477	-	591	-	-	54 068
Débentures non garanties – 2013	60 896	-	551	-	-	61 447
Débentures non garanties – 2014	-	37 272	234	(11)	-	37 495
						263 593
Moins : coûts de transaction non amortis						(8 501)
Débentures convertibles – Composante dette, à la clôture de l'exercice						255 092 \$

Au cours de l'exercice 2015, des débentures convertibles d'une valeur nominale totalisant 19 829 \$ ont été converties par les porteurs, à diverses dates, en 991 450 actions de la société (valeur nominale de 4 210 \$ convertie en 311 803 actions en 2014). La charge d'intérêts comptabilisée au cours de l'exercice 2015 relativement aux débentures convertibles s'est établie à 18 749 \$ (20 502 \$ en 2014).

Les débentures de série I échéant le 31 janvier 2016 ont été rachetées le 31 mars 2015 en vertu de l'acte de fiducie. Ce rachat a donné lieu à un paiement de 35 269 \$, représentant le capital de 34 944 \$ et les intérêts courus. Le rachat a été financé au moyen d'un prélèvement sur la facilité de crédit de premier rang de la société. La composante capitaux propres connexe et les incidences fiscales ont été virées au surplus d'apport.

Les débentures de série H échéant le 31 mai 2017 ont été rachetées le 15 juillet 2015 en vertu de l'acte de fiducie. Ce rachat a donné lieu à un paiement en trésorerie de 2 181 \$, représentant le capital de 2 164 \$ et les intérêts courus, à la date du rachat. La composante capitaux propres connexe et les incidences fiscales ont été virées au surplus d'apport.

Placement de débentures convertibles de série F

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance. À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions de son capital à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour les 20 jours de bourse précédant la date d'échéance. La société peut également racheter ces débentures de série F, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du rachat.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le capital impayé des débentures convertibles de série F est de néant au 31 décembre 2015, les débentures ayant échu en avril 2014.

Placement de débentures convertibles de série G

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance. À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions de son capital à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour les 20 jours de bourse précédant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures de série G, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles de série G est de néant au 31 décembre 2015, les débentures ayant échu en septembre 2014.

Placement de débentures convertibles de série H

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 20,00 \$. À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions de son capital à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour les 20 jours de bourse précédant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures de série H, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 31 mai 2013, mais avant le 31 mai 2015, la société peut à son gré racheter ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du rachat. À compter du 31 mai 2015, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré racheter ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de racheter les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles de série H est de néant au 31 décembre 2015, les débentures ayant été rachetées en juillet 2015.

Placement de débentures convertibles de série I

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 26,00 \$. Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance. À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions de son capital à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour les 20 jours de bourse précédant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures de série I, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles de série I est de néant au 31 décembre 2015, les débentures ayant été rachetées en mars 2015.

Placement de débentures convertibles de série J

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 30,60 \$.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions de son capital à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour les 20 jours de bourse précédant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures de série J, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 31 mai 2014, mais avant le 31 mai 2016, la société peut à son gré racheter ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du rachat. À compter du 31 mai 2016, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré racheter ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de racheter les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles de série J, qui viennent à échéance en mai 2018, est de 57 477 \$ au 31 décembre 2015.

Placement de débentures convertibles non garanties de septembre 2012

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 36,80 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions de son capital à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour la période de 20 jours de bourse se terminant 5 jours avant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures non garanties, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 30 septembre 2015, mais avant le 30 septembre 2017, la société peut à son gré racheter ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du rachat. À compter du 30 septembre 2017, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré racheter ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de racheter les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Le capital impayé des débentures convertibles non garanties de septembre 2012, qui viennent à échéance en septembre 2019, est de 57 500 \$ au 31 décembre 2015.

Placement de débentures convertibles non garanties de mars 2013

Chaque débenture peut être convertie au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 41,60 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions de son capital à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour la période de 20 jours de bourse se terminant 5 jours avant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures non garanties, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 31 mars 2016, mais avant le 31 mars 2018, la société peut à son gré racheter ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du rachat. À compter du 31 mars 2018, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré racheter ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de racheter les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le capital impayé des débentures convertibles non garanties de mars 2013, qui viennent à échéance en mars 2020, est de 65 000 \$ au 31 décembre 2015.

Placement de débentures convertibles non garanties de mars 2014

La société a émis, le 11 février 2014, pour 40 000 \$ de débentures convertibles subordonnées non garanties portant intérêt à 6,0 % d'une durée de sept ans. Ces débentures portent intérêt au taux annuel de 6,0 %, et les intérêts sont payables semestriellement à terme échu, en trésorerie, les 31 mars et 30 septembre de chaque année. Les débentures viennent à échéance le 31 mars 2021. Chaque débenture est convertible au gré du porteur en actions de la société en tout temps avant la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'échéance, à un prix de conversion de 31,70 \$.

À la date d'échéance, la société peut à son gré convertir les débentures (ou une partie de celles-ci) en actions de son capital à un prix de conversion obligatoire égal à 95 % du cours moyen pondéré des actions pour la période de 20 jours de bourse se terminant 5 jours avant la date d'échéance. La société peut également convertir ces débentures non garanties, en tout ou partie, à compter du troisième anniversaire de la date d'émission des débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date de conversion. Après le 31 mars 2017, mais avant le 31 mars 2019, la société peut à son gré racheter ces débentures dans la mesure où certains seuils sont atteints en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions à la date du rachat. À compter du 31 mars 2019, mais avant la date d'échéance, la société peut à son gré racheter ces débentures sans avoir à atteindre quelque seuil que ce soit en ce qui concerne le cours moyen pondéré des actions. Si la société décide de racheter les débentures, les porteurs de débentures ont l'option de convertir leurs débentures en actions de la société au prix de conversion.

Des coûts de transaction de 2 280 \$ ont été engagés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 en ce qui a trait à l'émission de ces débentures.

Le capital impayé des débentures convertibles non garanties de mars 2014, qui viennent à échéance en mars 2021, est de 39 988 \$.

Composante capitaux propres des débentures convertibles

Puisque toutes les débentures convertibles en cours sont assorties d'une clause de conversion suivant laquelle le porteur de débentures peut convertir le capital de ses débentures en actions de la société, l'obligation au titre des débentures est classée en partie en tant que dette et en partie en tant que capitaux propres. La composante dette représente la valeur actualisée des paiements en intérêts et en capital sur la durée des débentures convertibles, établie au moyen d'un taux correspondant approximativement au taux qui aurait été applicable à des débentures non convertibles au moment où les débentures convertibles ont été émises. La différence entre le montant du capital des débentures convertibles et la valeur actualisée des paiements d'intérêts et de capital sur la durée des débentures convertibles est comptabilisée graduellement sur la durée des débentures convertibles en débitant périodiquement la composante dette, si bien qu'à l'échéance, la composante dette est égale au montant du capital des débentures convertibles en cours.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Sommaire de la composante capitaux propres des débentures convertibles :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Série H – 2010	- \$	1 188 \$
Série I – 2011	-	1 489
Série J – 2011	3 136	3 136
Débentures non garanties – 2012	3 204	3 204
Débentures non garanties – 2013	3 063	3 063
Débentures non garanties	1 797	1 797
Débentures convertibles – Composante capitaux propres, à la clôture de l'exercice	11 200 \$	13 877 \$

Les débentures de série J sont garanties, ne sont subordonnées qu'à la sûreté de premier rang, au moyen d'une charge grevant les actifs et entreprises de la société et de ses filiales. Les placements de débentures convertibles de septembre 2012, mars 2013 et mars 2014 représentent des dettes non garanties directes de la société.

13. CAPITAL-ACTIONS

Les variations des actions émises et en circulation se sont établies comme suit pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

	Nombre d'actions	2015 Montant
Capital-actions à l'ouverture de l'exercice	22 507 341	308 919 \$
Émission d'actions à la conversion de débentures convertibles	991 450	20 348
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement des dividendes	177 248	3 987
Émission d'actions aux vendeurs de Provincial à la clôture (note 6)	523 188	12 138
Émission d'actions aux vendeurs de Ben Machine à la clôture (note 6)	329 552	6 664
Placement par voie de prospectus, septembre 2015	3 019 000	71 371
Émission d'actions aux termes de partenariats communautaires avec les Premières nations	4 500	98
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées	21 749	482
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat salarié	59 189	1 554
Capital-actions à la clôture de l'exercice	27 633 217	425 561 \$

Les variations des actions émises et en circulation se sont établies comme suit pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 :

	Nombre d'actions	2014 Montant
Capital-actions à l'ouverture de l'exercice	21 752 400	295 939 \$
Émission d'actions aux vendeurs de Regional One au titre du paiement d'une contrepartie éventuelle	130 175	2 411
Émission d'actions à l'acquisition des droits à des actions réservées	28 746	623
Émission d'actions aux termes du régime d'actions différées	3 781	83
Émission d'actions à la conversion de débentures convertibles	311 803	4 297
Émission d'actions aux termes du programme de réinvestissement de dividendes	220 542	4 304
Émission d'actions aux termes du régime d'actionnariat salarié	53 894	1 150
Émission d'actions aux termes de partenariats communautaires avec les Premières nations	6 000	112
Capital-actions à la clôture de l'exercice	22 507 341	308 919 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

14. DIVIDENDES DÉCLARÉS

La politique de dividende de la société consiste à verser des dividendes en numéraire le ou vers le 15 de chaque mois aux actionnaires inscrits le dernier jour ouvrable du mois précédent. Le conseil d'administration de la société examine périodiquement les dividendes versés aux actionnaires.

Les dividendes cumulatifs s'établissent comme suit pour l'exercice 2015 et l'exercice 2014 :

Exercice clos le 31 décembre	2015	2014
Dividendes cumulatifs à l'ouverture de l'exercice	189 073 \$	151 649 \$
Dividendes de l'exercice	45 227	37 424
Dividendes cumulatifs à la clôture de l'exercice	234 300 \$	189 073 \$

Les montants et les dates de clôture des registres applicables aux dividendes de l'exercice 2015 et de l'exercice 2014 se sont établis comme suit :

Mois	Montant des dividendes de 2015			Montant des dividendes de 2014		
	Date de clôture des registres	Par action	Montant	Date de clôture des registres	Par action	Montant
Janvier	30 janvier 2015	0,145 \$	3 342 \$	31 janvier 2014	0,14 \$	3 039 \$
Février	27 février 2015	0,145	3 347	28 février 2014	0,14	3 043
Mars	31 mars 2015	0,145	3 349	31 mars 2014	0,14	3 054
Avril	30 avril 2015	0,145	3 352	30 avril 2014	0,14	3 080
Mai	29 mai 2015	0,145	3 354	30 mai 2014	0,14	3 097
Juin	30 juin 2015	0,145	3 358	30 juin 2014	0,14	3 100
Juillet	31 juillet 2015	0,145	3 550	31 juillet 2014	0,14	3 103
Août	31 août 2015	0,16	3 919	29 août 2014	0,14	3 112
Septembre	30 septembre 2015	0,16	4 404	30 septembre 2014	0,14	3 134
Octobre	30 octobre 2015	0,16	4 407	31 octobre 2014	0,14	3 138
Novembre	30 novembre 2015	0,16	4 419	28 novembre 2014	0,145	3 260
Décembre	31 décembre 2015	0,16	4 426	31 décembre 2014	0,145	3 264
Total		1,815 \$	45 227 \$		1,69 \$	37 424 \$

Après le 31 décembre 2015 et avant l'autorisation des présents états financiers consolidés, la société a déclaré un dividende mensuel de 0,16 \$ par action pour janvier et février 2016.

15. INFORMATIONS SECTORIELLES ET SUPPLÉMENTAIRES

Les secteurs opérationnels sont présentés d'une manière qui concorde avec la façon dont l'information interne est fournie au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels, a été identifié comme étant le chef de la direction.

Les secteurs opérationnels de la société comprennent des unités d'exploitation stratégiques qui offrent divers produits et services. La société a deux secteurs opérationnels, soit le secteur Aviation et le secteur Fabrication. Le secteur Aviation fournit des services de transport aérien à des collectivités au Manitoba, en Ontario et au Nunavut ainsi que des aéronefs et des pièces de moteurs destinés au marché secondaire à des transporteurs aériens régionaux un peu partout dans le monde. Par suite de l'acquisition de Provincial, nos services de transport aérien ont été étendus à l'est du Canada. De plus, l'entreprise d'aérospatiale de Provincial conçoit, modifie, maintient et exploite des aéronefs équipés de senseurs sur mesure. Provincial est incluse dans le secteur Aviation à compter de la date de son acquisition (note 6). Le secteur Fabrication est constitué de fabricants du créneau des métaux spécialisés établis sur des marchés partout au Canada et aux États-Unis. Ben Machine est incluse dans

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

le secteur Fabrication à compter de la date de son acquisition (note 6). Les activités abandonnées comprennent les résultats de WesTower US, qui a été cédée au quatrième trimestre de 2014.

La société évalue la performance de chaque secteur en fonction du BAIIA. La méthode utilisée par la société pour calculer le BAIIA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés, si bien que le BAIIA de la société pourrait ne pas être comparable avec les mesures utilisées par ces autres sociétés. La méthode de calcul du BAIIA utilisée par la société est compatible avec le résultat opérationnel avant amortissement, charges financières et autres présenté dans l'état consolidé du résultat net. Il n'y a pas de produits des activités ordinaires intersectoriels, et tous les produits des activités ordinaires sectoriels présentés dans les tableaux ci-après ont été obtenus auprès de clients externes.

Dans les tableaux sectoriels ci-après, la colonne « Siège social » n'est pas un secteur distinct et n'est présentée qu'aux fins du rapprochement, avec le BAIIA de la société, de certains montants de l'état de la situation financière et ajouts d'immobilisations corporelles. Il comprend les charges engagées par le siège social de la société.

	Exercice clos le 31 décembre 2015			
	Aviation	Fabrication	Siège social	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	614 773 \$	192 630 \$	- \$	807 403 \$
Charges	442 789	169 798	15 576	628 163
BAIIA	171 984	22 832	(15 576)	179 240
Dotation aux amortissements				84 576
Charges financières – intérêts				30 041
Coûts d'acquisition				5 064
Résultat avant impôt				59 559
Charge d'impôt exigible				15 544
Charge d'impôt différé				3 781
Résultat net des activités poursuivies				40 234
Résultat net des activités abandonnées				-
Résultat net				40 234 \$

	Exercice clos le 31 décembre 2014			
	Aviation	Fabrication	Siège social	Chiffres consolidés
Produits des activités ordinaires	339 084 \$	203 419 \$	- \$	542 503 \$
Charges	259 562	177 784	10 879	448 225
BAIIA	79 522	25 635	(10 879)	94 278
Dotation aux amortissements				50 481
Charges financières – intérêts				21 493
Coûts d'acquisition				880
Ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle				(651)
Dépréciation et restructuration				1 300
Résultat avant impôt				20 775
Charge d'impôt exigible				788
Charge d'impôt différé				31 612
Résultat net des activités poursuivies				(11 625)
Résultat net des activités abandonnées				19 880
Résultat net				8 255 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

	Exercice clos le 31 décembre 2015			
	Aviation	Fabrication	Siège social	Chiffres consolidés
Total de l'actif	971 126 \$	195 201 \$	62 729 \$	1 229 056 \$
Ajouts aux immobilisations corporelles, montant net	120 111	3 596	438	124 145
Immobilisations incorporelles à durée indéterminée	46 229	13 611	-	59 840
Goodwill	179 413	66 661	-	246 074

	Exercice clos le 31 décembre 2014			
	Aviation	Fabrication	Siège social	Chiffres consolidés
Total de l'actif	448 025 \$	145 172 \$	121 906 \$	715 103 \$
Ajouts aux immobilisations corporelles, montant net	79 645	4 335	70	84 050
Immobilisations incorporelles à durée indéterminée	23 884	8 872	-	32 756
Goodwill	60 921	37 682	-	98 603

Le tableau qui suit présente une ventilation des produits des activités ordinaires par région géographique pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 (établie en fonction de l'emplacement du client) ainsi que des immobilisations corporelles et du goodwill aux dates de clôture :

Exercice clos le 31 décembre	2015	2014
Canada	585 726 \$	432 931 \$
États-Unis	122 911	81 559
Autres	98 766	28 013
Total des produits des activités ordinaires de l'exercice tirés des activités poursuivies	807 403 \$	542 503 \$

	Au 31 décembre 2015		Au 31 décembre 2014	
	Immobilisations corporelles	Goodwill	Immobilisations corporelles	Goodwill
Canada	413 591 \$	183 335 \$	313 186 \$	46 013 \$
États-Unis	129 038	62 739	51 728	52 590
	542 629 \$	246 074 \$	364 914 \$	98 603 \$

Produits des activités ordinaires comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux

Les activités de Stainless et de WesTower, dans le secteur Fabrication, et Provincial, dans le secteur Aviation, sont assujetties à des contrats à long terme aux termes desquels les produits des activités ordinaires sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Le degré d'avancement est calculé en fonction du rapport entre les coûts du contrat engagés jusqu'à la date considérée et le total des coûts du contrat estimé. Ce pourcentage d'avancement est ensuite appliqué au total des produits des activités ordinaires que la société s'attend à tirer du contrat pour déterminer les produits des activités ordinaires de la période. Une provision est constituée au titre de la perte estimée lorsque la société s'attend à ce que les coûts du contrat excèdent les produits des activités ordinaires tirés du contrat estimés. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les produits des activités ordinaires des activités poursuivies comptabilisés par la société au titre de ces contrats à long terme ont totalisé 164 256 \$ (151 708 \$ en 2014).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le tableau qui suit présente un sommaire des coûts et des résultats estimés relativement aux contrats inachevés aux 31 décembre 2015 et 2014 :

Au 31 décembre	2015	2014
Coûts engagés au titre des contrats inachevés	103 110 \$	89 228 \$
Résultats estimés	23 141	22 087
	126 251	111 315
Moins : facturation à ce jour	(139 299)	(108 887)
Total	(13 048) \$	2 428 \$
Excédent des coûts engagés plus les profits comptabilisés sur la facturation	7 776 \$	11 507 \$
Excédent de la facturation sur les coûts engagés plus les profits comptabilisés	(20 824)	(9 079)
Total	(13 048) \$	2 428 \$

Informations supplémentaires sur le secteur Aviation

Les produits des activités ordinaires et les charges du secteur Aviation regroupent la prestation de services ainsi que la vente et la location de biens. Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information ventilée en fonction des principales catégories pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 :

Exercice clos le 31 décembre	2015	2014
Vente de services	451 851 \$	262 567 \$
Vente et location de biens	162 922	76 517
Produits des activités ordinaires du secteur Aviation	614 773 \$	339 084 \$
Charges d'exploitation directes – vente de services	288 144 \$	183 370 \$
Coût des ventes et charges locatives	86 563	34 126
Charges du secteur Aviation – excluant la dotation aux amortissements	374 707 \$	217 496 \$

16. DÉPRÉCIATION ET RESTRUCTURATION

Au cours de 2014, la société a restructuré les activités de Bearskin pour éliminer certains itinéraires qui n'étaient pas rentables. La direction a comptabilisé en charges des coûts de restructuration de 1 300 \$, qui se rapportaient principalement aux indemnités de départ associées à la réduction des effectifs. Au 31 décembre 2015, Bearskin avait payé la plus grande part des montants à payer au titre de la restructuration.

Par ailleurs, dans le cadre de la restructuration de Bearskin, une dotation aux amortissements supplémentaire de 663 \$ a été comptabilisée par suite du réexamen de la valeur résiduelle et de la durée d'utilité restante de certains actifs.

17. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action des activités poursuivies de la société est obtenu en divisant le résultat net des activités poursuivies par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de manière à refléter la conversion hypothétique de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives. La société a deux catégories d'actions ordinaires potentiellement dilutives, soit les actions différées émises aux termes de son régime d'actions différées et les débentures convertibles. Pour les débentures convertibles, on suppose que la dette convertible a été convertie en actions ordinaires et le

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

résultat net est ajusté de manière à éliminer la charge d'intérêts relative à la dette convertible, diminuée de l'incidence fiscale.

Le calcul du résultat par action, de base et dilué, des activités poursuivies de la société s'établit comme suit pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014 :

Exercice clos le 31 décembre	2015	2014
Résultat net des activités poursuivies	40 234 \$	(11 625) \$
Effet des titres dilutifs		
Débentures convertibles	738	-
Résultat dilué des activités poursuivies	40 972 \$	(11 625) \$
Nombre moyen pondéré d'actions aux fins du calcul de base	24 656 755	22 127 189
Effet des titres dilutifs		
Actions différées	390 267	-
Débentures convertibles	581 664	-
Nombre moyen d'actions après dilution	25 628 686	22 127 189
Résultat par action des activités poursuivies :		
De base	1,63 \$	(0,53) \$
Dilué	1,60 \$	(0,53) \$

18. CHARGES PAR NATURE

Le tableau qui suit présente une ventilation, en fonction de leur nature, des charges d'exploitation directes, du coût des ventes, et des frais généraux et frais d'administration (dans tous les cas excluant la dotation aux amortissements) qui figurent dans l'état du résultat net.

	2015	2014
Salaires, traitements et avantages	209 812 \$	145 693 \$
Charges d'exploitation des aéronefs	216 484	130 981
Matériaux	99 797	116 114
Frais généraux et frais d'administration	45 987	33 578
Loyers et entretien des bâtiments	10 773	6 199
Communications et technologies de l'information	6 084	3 677
Publicité	3 503	3 177
Services de sous-traitants	3 801	3 887
Autres	31 922	4 919
	628 163 \$	448 225 \$

19. AVANTAGES DU PERSONNEL

Régime d'actions différées

Le nombre d'actions différées attribuées aux termes du régime d'actions différées s'établit comme suit :

	2015	2014
Actions différées en circulation à l'ouverture de l'exercice	289 761	201 976
Actions différées attribuées au cours de l'exercice	94 230	70 110
Actions différées attribuées au titre des dividendes déclarés au cours de l'exercice	28 025	21 456
Actions différées rachetées au cours de l'exercice	(21 749)	(3 781)
Actions différées en circulation à la clôture de l'exercice	390 267	289 761
Partie acquise des actions différées en circulation à la clôture de l'exercice	250 107	186 737

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

La juste valeur des actions différées attribuées au cours de l'exercice 2015 s'établissait à 2 121 \$ à la date d'attribution (prix d'attribution moyen pondéré de 22,51 \$ par action), et a été établie d'après le cours des actions de la société à cette date (1 444 \$, à un prix d'attribution moyen pondéré de 20,60 \$ par action en 2014). Au cours de l'exercice 2015, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 1 804 \$ au titre du régime d'actions différées dans les frais généraux et frais d'administration du siège social (charge de rémunération de 1 266 \$ en 2014).

Régime d'actionnariat salarié

Certains salariés de la société participent à un régime d'actionnariat salarié (« RAS ») aux termes duquel ils versent des cotisations pouvant aller jusqu'à 5 % de leur salaire de base en vue de l'achat d'actions nouvellement émises de la société. Lorsque les salariés demeurent au service de la société ou de ses filiales pendant une période d'acquisition des droits de 18 mois, ils ont droit de recevoir un nombre supplémentaire d'actions (les « actions supplémentaires ») égal à 33,3 % du nombre d'actions qu'ils ont achetées ainsi que les dividendes déclarés sur ces actions supplémentaires pendant la période d'acquisition des droits. Le coût de l'attribution est comptabilisé dans les charges du siège social de la société sur la période d'acquisition des droits de 18 mois.

En ce qui concerne tout dividende payé sur les actions supplémentaires pendant la période d'acquisition des droits, le salarié peut à son gré choisir entre un paiement en numéraire au moment de l'acquisition des droits aux actions et l'achat d'actions au moyen de ces dividendes.

Au cours de l'exercice 2015, 59 189 actions ont été nouvellement émises à un prix moyen pondéré de 26,25 \$ par action, en date du 19 novembre 2015 pour le programme de 2015, avec acquisition des droits dans 18 mois (deuxième trimestre de 2017). La juste valeur à la date d'attribution des actions qui seront attribuées lorsque les conditions d'acquisition des droits du régime seront remplies est estimée à 575 \$ d'après le cours de l'action et le taux de dividende mensuel à la date considérée.

Au cours de l'exercice 2014, 53 894 actions ont été nouvellement émises à un prix moyen pondéré de 21,34 \$ par action, en date du 18 novembre 2014 pour le programme de 2014, avec acquisition des droits dans 18 mois (deuxième trimestre de 2016). La juste valeur à la date d'attribution des actions qui seront attribuées lorsque les conditions d'acquisition des droits du régime seront remplies est estimée à 430 \$ d'après le cours de l'action et le taux de dividende mensuel à la date considérée.

Le RAS est ajusté de manière à tenir compte des variations du cours de l'action de la société à la clôture de l'exercice, de tout changement dans le taux de dividende de la société ainsi que des renonciations estimées, le cas échéant. Au cours de 2015, le total des charges comptabilisées dans les charges du siège social s'est établi à 131 \$ (851 \$ en 2014).

20. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

La société et ses filiales louent des locaux et du matériel en vertu de contrats de location simple. Les paiements minimaux au titre de la location à effectuer en vertu de ces obligations contractuelles s'établissent comme suit :

Engagements	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Moins de un an	20 624 \$	6 903 \$
Entre 1 an et 5 ans	58 071	13 935
Plus de 5 ans	42 053	15 512
	120 748 \$	36 350 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le tableau ci-dessus comprend des engagements envers des parties liées se rapportant aux biens loués utilisés dans le cadre des activités qui sont décrites plus amplement à la note 21. L'augmentation des engagements est attribuable à deux facteurs. Premièrement, les acquisitions de Provincial et de Ben Machine ont ajouté les engagements indiqués ci-dessus, pour lesquels il n'y avait pas d'engagements équivalents au cours de l'exercice précédent. Deuxièmement, Calm Air a conclu un contrat de location d'aéronefs dans le contexte de son expansion dans la région de Kivalliq.

Au cours de l'exercice, un montant de 21 372 \$ (6 749 \$ en 2014) a été comptabilisé en charges dans les activités poursuivies de la société au titre des coûts des contrats de location simple.

La société a des lettres de crédit en cours échéant à diverses dates qui sont conditionnelles à la fourniture de certains produits et services opérationnels par les filiales de la société. Au 31 décembre 2015, la valeur totale de ces lettres de crédit est de 67 684 \$.

21. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La société a conclu les transactions suivantes avec des parties liées.

Location d'immeubles

Diverses entités louent des bâtiments auprès de parties liées qui comptaient parmi les vendeurs auprès desquels la société avait acheté ces entités initialement. Ces vendeurs sont considérés comme des parties liées en raison du rôle qu'ils ont conservé dans la gestion de ces entreprises. EIC loue également des locaux pour son siège social auprès d'une société contrôlée par un des administrateurs de la société. Ces contrats de location sont considérés comme ayant été conclus aux conditions du marché et sont comptabilisés à la valeur d'échange dans les états financiers consolidés. Le total des coûts engagés en vertu de ces contrats de location s'est établi à 3 055 \$ en 2015 (2 734 \$ en 2014) et les dates d'échéance des contrats de location vont de 2016 à 2020. La charge est comptabilisée dans les frais généraux et frais d'administration et est payée mensuellement, d'où l'absence de solde dans l'état de la situation financière de la société (néant en 2014).

Rémunération des principaux dirigeants

La société identifie ses principaux dirigeants comme étant les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle de ses activités, directement ou indirectement, y compris ses administrateurs (dirigeants ou non). Les principaux dirigeants comprennent l'équipe de haute direction et le conseil d'administration.

La rémunération versée aux principaux dirigeants s'est établie comme suit pour les exercices 2015 et 2014 :

Exercice clos le 31 décembre	2015	2014
Salaires et avantages à court terme	5 865 \$	4 341 \$
Paiements fondés sur des actions	1 902	1 510
	7 767 \$	5 851 \$

22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

La société est exposée à divers risques financiers en raison de ses activités, soit le risque de marché (risque de change et risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. Il incombe à la haute direction d'établir des niveaux de risque acceptables et de passer en revue les activités de gestion des risques, au besoin.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché est constitué du risque de change, du risque de taux d'intérêt et de l'autre risque de prix.

Risque de change

L'encours de la facilité de crédit de la société s'établit à 41 040 \$ US ou 56 799 \$ (13 900 \$ US ou 16 125 \$ en 2014). L'encours en dollars américains donne lieu à un risque de change en ce sens que les flux de trésorerie futurs peuvent fluctuer en raison des variations des cours de change du marché. L'exposition qui découle de la partie en dollars américains de la facilité de crédit en cours est contrebalancée par la trésorerie générée par les filiales des secteurs Fabrication et Aviation de la société, particulièrement les activités de Stainless et Regional One dans l'ensemble des États-Unis.

Les participations de la société dans des filiales américaines sont couvertes en partie par une tranche de 40 500 \$ US (13 900 \$ US en 2014) de l'emprunt bancaire garanti, qui atténue le risque de change associé à la conversion de l'actif net des filiales. L'emprunt est désigné comme une couverture de l'investissement net et aucune inefficacité n'a été comptabilisée relativement à la couverture de cet investissement net.

Au cours de 2014, la société a remboursé intégralement l'encours de sa facilité de crédit au moyen du produit de la sortie de WesTower US à la date de cette sortie. Par conséquent, la société a reclassé un montant de 9 517 \$ (après impôt) de pertes nettes antérieurement cumulées dans les autres éléments du résultat global au titre de la dette en dollars américains couverte pour la partie revenant au siège social d'EIC de la facilité de crédit qui a été remboursée. Ce montant est inclus dans le profit à la sortie (note 26).

Appliquée aux instruments financiers en dollars américains en cours de la société au 31 décembre 2015, une dépréciation de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain n'aurait eu aucune incidence (aucune incidence en 2014) sur le résultat net et aurait réduit l'écart de conversion dans les autres éléments du résultat global d'environ 0,6 M\$ (0,2 M\$ en 2014).

Taux d'intérêt

La société est exposée au risque que les flux de trésorerie futurs associés à sa facilité de crédit en cours (note 11) fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt et du degré de volatilité des taux. La société gère ce risque et cherche à obtenir les modalités de financement qui sont les plus avantageuses pour chacun de ses accords individuels.

Aux termes de la facilité de crédit, la société peut choisir entre un taux d'intérêt fondé sur le taux préférentiel, sur le taux des acceptations bancaires ou sur le taux interbancaire offert à Londres (« TIOL »). Au 31 décembre 2015, une tranche de 33 000 \$ US (13 900 \$ US en 2014) de l'encours était assujettie au TIOL en \$ US, une tranche de 8 040 \$ US (néant en 2014) était assujettie au taux préférentiel en \$ US, une tranche de 16 000 \$ (néant en 2014) était assujettie au taux préférentiel et une tranche de 232 000 \$ (néant en 2014) était assujettie au taux des acceptations bancaires.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

D'après l'encours de la facilité de crédit tout au long de 2015, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, une hausse de 1 % des taux d'intérêt applicables à la société aurait réduit le résultat net d'environ 3,0 M\$ (2,1 M\$ après impôt) (1,9 M\$ en 2014 [1,2 M\$ après impôt]).

Les débentures convertibles (note 12) portent intérêt à des taux fixes.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une partie manque à ses obligations. L'exposition maximale au risque de crédit à la date de présentation de l'information financière correspond à la valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances d'exploitation, des dépôts et d'autres placements. Sauf indication contraire, la société ne détient pas de garantie des contreparties à ces actifs financiers.

La société est exposée au risque de crédit du fait de ses dépôts en trésorerie et équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières. Elle maintient sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières à notation élevée au Canada et aux États-Unis.

La société est également exposée au risque de crédit découlant de ses clients. Comme ses établissements servent des marchés dans l'ensemble du Canada et des États-Unis, la société a un grand nombre de clients et les créances clients font l'objet d'une surveillance au niveau de chaque entreprise.

Au 31 décembre 2015, un montant de 18 511 \$ (9 618 \$ en 2014) des créances était impayé depuis plus de 90 jours. Une tranche d'environ 1 624 \$ (1 250 \$ en 2014) de ce montant se rapporte au secteur Fabrication, et une tranche de 16 887 \$ (8 368 \$ en 2014), au secteur Aviation. La direction de chacune des filiales de la société surveille les créances d'exploitation en souffrance quotidiennement et prend les mesures qui s'imposent, le cas échéant. Les filiales de la société maintiennent un compte de réduction de valeur au titre de créances douteuses qu'elles examinent mensuellement.

La société est exposée au risque de crédit du fait des avances consenties au titre de billets ou d'accords de prêts. Cela comprend les éléments inclus sous le poste « Autres actifs » dans l'état consolidé de la situation financière de la société, particulièrement les contrats de location-financement de Regional One, à l'égard desquels des créances à long terme sont comptabilisées sur des sociétés du secteur de l'aviation. La garantie obtenue par la société relativement à ces contrats est considérée comme adéquate pour couvrir la valeur comptable de ces éléments.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou qu'elle ne puisse le faire qu'à un coût considéré comme excessif. La croissance de la société est financée en combinant des flux de trésorerie d'exploitation, des emprunts aux termes des facilités de crédit existantes et l'émission de débentures et (ou) d'instruments de capitaux propres. Une gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie suffisants et la disponibilité de financement d'un montant adéquat par la voie de facilités de crédit engagées. L'un des principaux objectifs de la direction consiste à maintenir un niveau de liquidité optimal par une gestion active des actifs et des passifs, et des flux de trésorerie. Compte tenu de la nature de ses activités, la société cherche à maintenir une certaine souplesse en matière de financement en s'assurant de disposer de facilités de crédit engagées (note 11).

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Les échéances contractuelles des passifs financiers de la société et des montants de capital connexes sont résumées dans le tableau ci-après, dans lequel les éléments sont regroupés en fonction de la durée à courir de la date de clôture jusqu'à la date d'échéance contractuelle. Les montants indiqués dans le tableau correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés :

	Total	Moins de un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes d'exploitation et charges à payer	108 333 \$	108 333 \$	- \$	- \$
Dette à long terme (valeur du capital)	304 799	-	304 799	-
Débetures convertibles (valeur nominale)	219 965	-	179 977	39 988
Total	633 097 \$	108 333 \$	484 776 \$	39 988 \$

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau qui suit fournit des informations sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers figurant dans l'état consolidé de la situation financière, classés en fonction du niveau de la hiérarchie des justes valeurs auquel ils appartiennent compte tenu du degré d'importance des données d'entrée utilisées pour établir ces évaluations :

	Valeur comptable au 31 décembre 2015	Cours sur un marché actif Niveau 1	Autres données d'entrée observables importantes Niveau 2	Données d'entrée non observables importantes Niveau 3
Évaluations de la juste valeur récurrentes				
Passifs financiers				
Passif pour contrepartie – Autres passifs financiers	(484) \$	- \$	- \$	(484) \$
Informations sur la juste valeur				
Autres actifs – Prêts et créances	3 335	-	3 335	-
Autres actifs – Participation mise en équivalence	6 765	-	-	6 765
Dette à long terme – Autres passifs financiers	(302 655)	-	-	(304 799)
Dette convertible – Autres passifs financiers	(203 919)	(212 991)	-	-

	Valeur comptable au 31 décembre 2014	Cours sur un marché actif Niveau 1	Autres données d'entrée observables importantes Niveau 2	Données d'entrée non observables importantes Niveau 3
Évaluations de la juste valeur récurrentes				
Passifs financiers				
Passif pour contrepartie – Autres passifs financiers	(2 162) \$	- \$	- \$	(2 162) \$
Informations sur la juste valeur				
Autres actifs – Prêts et créances	5 167	-	5 167	-
Autres actifs – Participation mise en équivalence	3 943	-	-	3 943
Dette à long terme – Autres passifs financiers	(15 214)	-	-	(16 125)
Dette convertible – Autres passifs financiers	(255 092)	(251 982)	-	-

La société a évalué le passif pour contrepartie classé au niveau 3 en fonction de la valeur actualisée des sorties de trésorerie estimées, en ayant recours à des calculs des pondérations probabilistes, à des taux d'actualisation et à la juste valeur de marché observable de ses instruments de capitaux propres, selon le cas.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Le tableau qui suit résume les variations du passif pour contrepartie comptabilisé initialement à l'acquisition de Regional One, y compris les variations au titre des règlements et des variations de la juste valeur et des cours de change :

Sommaire du passif pour contrepartie Pour la période close le	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Solde d'ouverture	2 162 \$	12 582 \$
Désactualisation	23	102
Ajustement de la juste valeur du passif pour contrepartie	-	(651)
Règlement au cours de l'exercice	(2 009)	(10 393)
Perte de conversion	308	522
Solde de clôture	484 \$	2 162 \$

Le solde du passif pour contrepartie au 31 décembre 2015 consiste en certains montants d'impôt dus aux vendeurs. On compte en outre 438 209 actions de la société qui ont été émises initialement et entières au moment de l'acquisition et qui sont liées au maintien en fonction du vendeur en tant que chef de la direction. Il est prévu que les actions restantes seront réglées et libérées en trois tranches égales à chacun des trois prochains anniversaires de la clôture de l'acquisition (262 925 actions entières au 31 décembre 2015).

Informations sur la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances d'exploitation, des autres actifs et des dettes d'exploitation et charges à payer, qui sont classés en tant que prêts et créances ou autres passifs financiers, selon le cas, correspond approximativement à la valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Au 31 décembre 2015, la direction a établi que la juste valeur de sa dette à long terme correspond approximativement à la valeur comptable, car cette dette est assujettie à des taux d'intérêt variables et le profil de risque de crédit de la société n'a pas changé de façon importante dans les conditions actuelles du marché, la dette ayant été modifiée récemment (note 11).

Au 31 décembre 2015, la direction a estimé la juste valeur des débentures convertibles à partir des valeurs négociables. La juste valeur estimée des débentures convertibles de la société est de 212 991 \$ (251 982 \$ au 31 décembre 2014) et sa valeur comptable est de 203 919 \$ (255 092 \$ au 31 décembre 2014).

La société a pour politique de comptabiliser les transferts d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs à la date de l'événement ou du changement de circonstances à l'origine du transfert. Il n'y a pas eu de tels transferts au cours de l'exercice considéré.

23. VARIATIONS DES ÉLÉMENTS DU FONDS DE ROULEMENT

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation se sont établies comme suit :

Période close le 31 décembre	2015	2014
Créances d'exploitation	(14 566) \$	(18 427) \$
Excédent des coûts engagés plus les profits comptabilisés sur la facturation	4 052	(12 343)
Stocks	(23 376)	(15 136)
Charges payées d'avance	(28 373)	(452)
Dettes d'exploitation et charges à payer	(8 696)	11 690
Impôt sur le résultat à recouvrer/payer	(18 626)	7 288
Produits des activités ordinaires différés	36 053	(1 054)
Excédent de la facturation sur les coûts engagés plus les profits comptabilisés	11 745	36 678
Écarts de change	14 521	12 679
Variation nette des éléments du fonds de roulement	(27 266) \$	20 923 \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

24. GESTION DU CAPITAL

La société gère son capital de manière à maintenir des niveaux d'endettement prudents. Son but consiste à maintenir dans un intervalle de 1,5 à 2,5 le ratio de sa dette à long terme de premier rang au résultat d'exploitation pro forma avant amortissement, charges financières et autres.

Les objectifs de gestion du capital de la société consistent à :

- s'assurer que la structure de capital offre la souplesse nécessaire pour financer les activités, les distributions aux actionnaires et les dépenses d'investissement et soutenir la stratégie de croissance externe;
- maintenir des liquidités adéquates en tout temps;
- maintenir une structure de capital diversifiée.

La société gère et surveille activement sa structure de capital et apporte des ajustements à la lumière des objectifs décrits ci-dessus lorsque surviennent des changements dans la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

Le tableau qui suit fait état des éléments que la société considère comme constituant son capital et pourrait ne pas être comparable avec les mesures présentées par d'autres sociétés ouvertes :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Total de l'encours de la dette de premier rang (valeur du capital)	304 799 \$	16 125 \$
Déventures convertibles en cours (valeur nominale)	219 965	276 902
Actions	425 561	308 919
Total du capital	950 325 \$	601 946 \$

La société est soumise à certaines exigences en matière de capital qui découlent de sa facilité de crédit. Ces exigences comprennent des clauses restrictives et des ratios financiers, y compris des ratios de levier financier comme le ratio de la dette à long terme de premier rang au bénéfice ajusté avant intérêts, charge d'impôt, dotation aux amortissements, coûts d'acquisitions et autres éléments hors trésorerie (« BAIIA »). La direction tient compte de ces exigences en matière de capital lorsqu'elle prend des décisions en ce qui concerne la gestion du niveau et de la composition de la structure de capital de la société. La société a respecté toutes les clauses restrictives pendant l'exercice 2015.

Les variations du capital de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 sont principalement attribuables à trois événements survenus au cours de l'exercice. Premièrement, la société a conclu en septembre 2015 un appel public à l'épargne sur une base de prise ferme visant les actions de la société qui a généré un produit brut de 75 022 \$. Deuxièmement, elle a utilisé sa facilité de crédit pour financer les acquisitions de Provincial et de Ben Machine au cours de l'exercice. Troisièmement, la société a utilisé sa facilité de crédit pour payer les rachats anticipés des déventures convertibles de séries H et I en 2015.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

25. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Rapprochement du taux d'impôt effectif

L'impôt sur le bénéfice de la société diffère de l'impôt qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt prévu par la loi au bénéfice avant impôt des entités consolidées, comme suit :

	2015	2014
Bénéfice avant charge d'impôt	59 559 \$	20 775 \$
Taux d'impôt combiné fédéral et provincial au Canada	27,0 %	27,0 %
Charge d'impôt au taux prévu par la loi	16 081	5 609
Augmentation (diminution) de l'impôt attribuable aux éléments suivants :		
Différences permanentes	287	360
Gains en capital réalisés	284	778
Incidence des différences de taux d'impôt étrangers	1 559	452
Décomptabilisation d'un actif d'impôt différé en raison d'un règlement avec l'ARC	-	22 860
Montants au titre des périodes antérieures	1 089	(162)
Incidence des activités abandonnées	-	2 504
Autres	25	(1)
Charge d'impôt	19 325 \$	32 400 \$

Passifs d'impôt différé non comptabilisés

Au 31 décembre 2015, aucun passif d'impôt différé au titre de différences temporaires liées à des participations dans des filiales n'a été comptabilisé, car la société contrôle l'échéance et la résorption des différences et est assurée que ces différences ne se résorberont pas dans un avenir prévisible. Les différences temporaires associées aux filiales étrangères de la société s'établissent à environ 32 239 \$ (25 529 \$ en 2014).

Variations des soldes d'impôt différé au cours de l'exercice

Les variations des soldes d'impôt différé nets se sont établies comme suit pour les exercices 2015 et 2014 :

	31 décembre 2014	Acquisitions d'entreprises	Montants crédités (débités) dans l'état du résultat net	Montants crédités (débités) aux autres éléments du résultat global	Montants crédités (débités) aux capitaux propres	Montants crédités (débités) aux activités abandonnées	31 décembre 2015
Actifs d'impôt différé							
Charges à payer – déductibles lorsqu'elles sont payées	619	5 319	664	148	-	-	6 750
Reports en avant de pertes en capital et de pertes autres qu'en capital	2 240	52	(271)	5	-	-	2 026
Autres éléments du résultat global	76	-	-	1 188	-	-	1 264
Autres	93	305	(322)	12	-	-	88
Total des actifs d'impôt différé	3 028 \$	5 676 \$	71 \$	1 353 \$	- \$	- \$	10 128 \$
Passif d'impôt différé							
Immobilisations corporelles	(27 264) \$	(19 164) \$	(2 736) \$	(322) \$	- \$	- \$	(49 486) \$
Immobilisations incorporelles	(8 950)	(19 810)	(741)	(834)	-	-	(30 335)
Coûts de financement	(696)	213	(723)	-	208	-	(998)
Déventures convertibles	(3 592)	-	805	-	138	-	(2 649)
Réserves non déductibles	(1 940)	-	(457)	(18)	-	-	(2 415)
Total des passifs d'impôt différé	(42 442)	(38 761)	(3 852)	(1 174)	346	-	(85 883)
Solde net	(39 414) \$	(33 085) \$	(3 781) \$	179 \$	346 \$	- \$	(75 755) \$

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

	31 décembre 2013	Cession d'entreprises	Montants crédités (débités) dans l'état du résultat net	Montants crédités (débités) aux autres éléments du résultat global	Montants crédités (débités) aux capitaux propres	Montants crédités (débités) aux activités abandonnées	31 décembre 2014
Actifs d'impôt différé							
Charges à payer – déductibles lorsqu'elles sont payées	2 846	(2 840)	(206)	-	-	819	619
Report en avant de pertes en capital et de pertes autres qu'en capital	30 259	(964)	(27 982)	-	-	927	2 240
Autres éléments du résultat global	-	-	-	76	-	-	76
Autres	2	-	91	-	-	-	93
Total des actifs d'impôt différé	33 107 \$	(3 804) \$	(28 097) \$	76 \$	- \$	1 746 \$	3 028 \$
Passifs d'impôt différé							
Immobilisations corporelles	(27 348) \$	892 \$	(1 303) \$	(149) \$	- \$	644 \$	(27 264) \$
Immobilisations incorporelles	(7 601)	1 240	(2 645)	-	-	56	(8 950)
Coûts de financement	(255)	-	(441)	-	-	-	(696)
Débitures convertibles	(3 604)	-	741	-	(729)	-	(3 592)
Réserves non déductibles	(2 061)	-	121	-	-	-	(1 940)
Total des passifs d'impôt différé	(40 869)	2 132	(3 527)	(149)	(729)	700	(42 442)
Solde net	(7 762) \$	(1 672) \$	(31 624) \$	(73) \$	(729) \$	2 446 \$	(39 414) \$

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés dans l'état de la situation financière lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale.

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Actifs d'impôt différé	226 \$	397 \$
Passifs d'impôt différé	(75 981)	(39 811)
	(75 755) \$	(39 414) \$

Au cours de l'exercice, la société a conclu une entente avec l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») en ce qui concerne l'opposition de l'ARC relativement aux conséquences fiscales de la conversion d'EIC de fiducie de revenu à société par actions en juillet 2009. L'entente n'a pas donné lieu à une sortie de trésorerie par la société au titre des années d'imposition antérieures. L'entente donne lieu à une charge hors trésorerie dans l'état consolidé du résultat net de la société pour l'exercice 2014 relativement à la radiation de certains actifs d'impôt différé de la société.

26. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

En 2014, la société a conclu une convention d'achat d'actions avec MasTec Network Solutions, LLC (« MasTec ») en vue de vendre sa filiale entièrement détenue WesTower US, pour 200 000 \$ US, sous réserve des ajustements d'usage. Les activités vendues comprennent la totalité des activités de WesTower US aux États-Unis. La société a conservé les activités de WesTower CDA, qui englobent la totalité des activités de WesTower au Canada et sont présentées dans le secteur Fabrication de la société. La date effective de clôture de la transaction était le 1^{er} octobre 2014. Vu la croissance rapide de WesTower US depuis le début de l'exercice 2012 et le fait qu'une part importante des activités de celle-ci était liée à un seul client, la société n'était plus véritablement diversifiée. La vente a permis à la société de rééquilibrer le portefeuille des activités exercées par la voie de filiales, tout en libérant des capitaux aux fins du financement d'autres occasions d'acquisitions.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Par suite de la transaction, la société présente les résultats de WesTower US dans les activités abandonnées dans l'état consolidé du résultat net. Les actifs et les passifs de WesTower US ne sont pas présentés dans l'état consolidé de la situation financière de la société au 31 décembre 2014 en raison de la vente.

Le prix de vente a été obtenu en trésorerie et est assujéti aux ajustements d'usage, y compris des ajustements au titre du fonds de roulement. La société a reçu un produit de 199 031 \$ US en octobre 2014, somme qui sera affectée au remboursement de la totalité de l'encours de la facilité de crédit de premier rang de la société à ce moment. Les montants comptabilisés au titre des ajustements d'usage ont été estimés à la clôture, y compris les ajustements au titre du fonds de roulement. Le règlement de ces montants correspondait essentiellement aux estimations initiales.

Le tableau qui suit fait état de l'actif net de WesTower US (converti en dollars canadiens) vendu dans le cadre de la transaction :

Au	20 octobre 2014
ACTIF	
ACTIFS COURANTS	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 207 \$
Créances d'exploitation	77 799
Excédent des coûts engagés plus les profits comptabilisés sur la facturation	177 807
Stocks	40 311
Charges payées d'avance et acomptes	4 578
	320 702
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 572
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 459
GOODWILL	13 918
	344 651 \$
PASSIF	
PASSIFS COURANTS	
Dettes d'exploitation et charges à payer	79 350 \$
Impôt sur le résultat à payer	983
Excédent de la facturation sur les coûts engagés plus les profits comptabilisés	71 201
Partie courante des contrats de location-financement	124
	151 658
CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT	233
PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ	(1 632)
	150 259
Valeur comptable de l'actif net détenu en vue de la vente	194 392 \$

PRODUIT	
Produit, déduction faite des ajustements	209 180 \$
Coûts de transaction	(4 440)
	204 740
Valeur comptable de l'actif net sorti	194 392
Profit à la sortie avant impôt	10 348
Impôt sur le résultat	(1 906)
	8 442 \$

La convention d'achat d'actions prévoit certains mécanismes de règlement au titre d'indemnités, de la valeur corporelle nette et du fonds de roulement. La société a comptabilisé sa meilleure estimation de ces montants et toute résolution de ces incertitudes sera comptabilisée dans les périodes ultérieures. Les ajustements aux montants comptabilisés seront comptabilisés au même moment.

Notes annexes

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire et exception faite des informations et données par action)

Les activités abandonnées comprennent les résultats de WesTower US, l'affectation de certains coûts à WesTower US et le profit net à la sortie. Le tableau qui suit fait état des résultats des activités d'exploitation des activités abandonnées de la société pour la période close le 20 octobre 2014 (néant pour la période considérée) :

Période close le	20 octobre 2014
Produits des activités ordinaires	389 379 \$
Charges	
Charges de fabrication – excluant la dotation aux amortissements	346 196
Frais généraux et frais d'administration	33 982
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, charges financières et autres	9 201
Dotation aux amortissements	3 356
Charges financières – intérêts ¹⁾	4 745
Résultat avant impôt	1 100
Charge d'impôt exigible	112
Recouvrement d'impôt différé ²⁾	(2 446)
Résultat des activités d'exploitation	3 434 \$

- 1) La société a attribué aux activités abandonnées les intérêts représentant la partie de la charge d'intérêts qui se rapporte à sa facilité de crédit de premier rang qui a été remboursée du fait de la transaction. Pendant la période close le 20 octobre 2014, la société a attribué une charge d'intérêts de 4 705 \$ aux activités abandonnées.
- 2) Aux fins de la présentation des activités abandonnées, certaines transactions intragroupe entre WesTower US et les activités poursuivies de la société ont été éliminées dans le calcul du résultat net consolidé des activités poursuivies. Les avantages fiscaux des transactions intragroupe sont inclus dans les activités abandonnées.

Au cours de l'exercice 2014, le résultat net des activités abandonnées de la société s'est établi à 19 880 \$. Le résultat net des activités abandonnées de 2014 comprend les résultats d'exploitation de 2014 de 3 434 \$ dégagés avant la sortie et le profit à la sortie totalisant 16 446 \$, déduction faite de l'impôt. Le profit à la sortie se compose du profit à la sortie des activités abandonnées, le reclassement de certains éléments depuis les autres éléments du résultat global en ce qui concerne le remboursement de la dette aux termes de la facilité de crédit de la société comptabilisée antérieurement en tant que couverture de l'investissement net dans WesTower US, et les écarts de conversion. Le résultat de base par action s'est établi à 0,90 \$ (0,89 \$ après dilution) en 2014.

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées de la société se sont établis comme suit pour la période close le 31 décembre 2014 :

FLUX DE TRÉSORERIE des activités abandonnées	2014
Période close le 31 décembre	
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	22 139 \$
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(732)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(16 387)
FLUX DE TRÉSORERIE des activités abandonnées	5 020 \$

Les activités de financement des activités abandonnées comprennent des transactions concernant les flux de trésorerie intragroupe conclues entre WesTower US et EIC. Ces flux de trésorerie se rapportent à des activités de financement intragroupe liées à des investissements supplémentaires requis aux fins du financement des insuffisances du fonds de roulement ou du remboursement du capital, selon le cas. Ces activités de financement comprennent également des paiements en capital sur des contrats de location-financement de 500 \$ pour la période close le 31 décembre 2014.